

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2023/44842]

5 AVRIL 2023. — Arrêté du Gouvernement wallon pris en exécution du décret du 19 octobre 2022 visant à mettre en œuvre des mesures d'aides à destination des entreprises dans le cadre de la crise de l'énergie pour ce qui concerne le troisième trimestre 2022

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 19 octobre 2022 visant à mettre en œuvre des mesures d'aides à destination des entreprises dans le cadre de la crise de l'énergie, l'article 1^{er}, § 1^{er}, alinéa 1^{er} ;

Vu le décret du 19 octobre 2022 relatif aux sociétés régionales de développement économique et aux sociétés spécialisées, l'article 4, § 2, alinéa 1^{er} ;

Vu le rapport du 6 mars 2023, établi conformément à l'article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 7 mars 2023 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 17 mars 2023 ;

Vu la demande d'avis dans un délai de 5 jours, adressée au Conseil d'État le 23 mars 2023, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai ;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Vu l'urgence ;

Considérant que les entreprises sont confrontées à une augmentation exceptionnellement importante des prix du gaz naturel et de l'électricité suite à l'agression russe contre l'Ukraine ;

Considérant qu'il y a un besoin urgent de soutien pour que ces entreprises puissent continuer à fonctionner ;

Considérant que le Gouvernement wallon estime nécessaire de prendre des mesures de soutien aux entreprises concernées à très court terme afin de préserver la continuité de ces entreprises ;

Considérant que, confrontée à une telle situation, l'autorité publique se doit de faire preuve d'exemplarité, de célérité et d'efficacité. Sa mission première est de mettre en œuvre des mécanismes de solidarité dont l'effet est d'apporter un soutien aux entreprises ;

Considérant que les mesures contenues dans le présent arrêté constituent une solution nécessaire, appropriée, proportionnée et ciblée pour remédier à cette perturbation grave de l'économie ;

Considérant qu'il y a urgence à ce que le présent arrêté puisse être adopté par le Gouvernement afin que l'arsenal juridique permettant l'aide puisse pleinement s'appliquer ;

Considérant que les entreprises ont subi les conséquences négatives de l'augmentation du prix de l'énergie et qu'il s'impose donc de pouvoir les aider dès la publication du présent arrêté et ce dans les meilleurs délais ;

Considérant que ces constats suffisent à justifier que le délai dans lequel la section de législation du Conseil d'État est amenée à donner son avis soit réduit à cinq jours ;

Qu'il en va d'autant plus ainsi que cette réduction du délai peut avoir pour effet d'anticiper les versements opérés en vertu de l'arrêté et qu'il est de l'intérêt majeur de tous ceux qui en sont les bénéficiaires de pouvoir au plus vite disposer des fonds qui leur sont destinés ;

Considérant la communication de la Commission européenne (2022/C 426/01) du 9 novembre 2022 intitulée « Encadrement temporaire de crise pour les mesures d'aide d'État visant à soutenir l'économie à la suite de l'agression de la Russie contre l'Ukraine » ;

Considérant que le présent arrêté n'est applicable qu'après l'approbation par la Commission européenne conformément à la communication de la Commission du 9 novembre 2022 précitée ;

Sur proposition du Ministre de l'Économie ;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Champ d'application et définitions*

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1^o le décret du 19 octobre 2022 : le décret du 19 octobre 2022 visant à mettre en œuvre des mesures d'aides à destination des entreprises dans le cadre de la crise de l'énergie ;

2^o le Ministre : le Ministre qui a l'économie dans ses attributions ;

3^o l'administration : le Service public de Wallonie Économie, Emploi et Recherche ;

4^o la plateforme web : l'application web spécifiquement créée pour la gestion des demandes d'aides octroyées en vertu du présent arrêté et du décret du 19 octobre 2022 ;

5^o l'encadrement temporaire : la communication de la Commission européenne (2022/C 426/01) du 9 novembre 2022 intitulée « Encadrement temporaire de crise pour les mesures d'aide d'État visant à soutenir l'économie à la suite de l'agression de la Russie contre l'Ukraine » ;

6^o l'entreprise : la très petite, la petite, la moyenne ou la grande entreprise, ainsi que l'association sans but lucratif, visée à l'article 1^{er}, § 1^{er}, alinéa 2, du décret du 19 octobre 2022 ;

7^o l'entreprise grande consommatrice d'énergie : l'entreprise visée à l'article 1^{er}, § 1^{er}, alinéa 2, du décret du 19 octobre 2022, dont les dépenses énergétiques représentent au moins 3 pour cent de la valeur de production ou du chiffre d'affaires, sur la base des données des états financiers comptables pour l'année civile 2021 ;

8^o les dépenses énergétiques : les coûts liés à l'achat de produits énergétiques (y compris les produits énergétiques autres que le gaz naturel et l'électricité) à l'exception de la taxe sur la valeur ajoutée ;

9^o l'audit énergétique : l'audit énergétique global au sens de la dernière révision de l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 février 2014 relatif à l'octroi de subventions aux entreprises et aux organismes représentatifs d'entreprises pour l'amélioration de l'efficacité énergétique et la promotion d'une utilisation plus rationnelle de l'énergie du secteur

privé (AMURE) ou l'audit énergétique au sens de l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 octobre 2022 relatif à l'octroi de subventions aux personnes de droit public et aux organismes non commerciaux pour la réalisation d'études et de travaux visant l'amélioration de la performance énergétique et l'utilisation rationnelle de l'énergie dans les bâtiments (UREBA) ou un audit de suivi annuel pour ce qui concerne les entreprises en accord de branche basé sur les données de consommation énergétique précédant l'année de l'octroi de l'aide au sens de la dernière révision de l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 février 2014 précité ;

10° la période admissible : la période du 1^{er} juillet 2022 au 30 septembre 2022 ;

11° la période de référence : la période allant du 1^{er} janvier 2021 au 31 décembre 2021 ;

12° le résultat d'exploitation : le résultat positif avant déduction des intérêts, des impôts, des dépréciations et des amortissements, à l'exclusion des pertes de valeur ponctuelles ("EBITDA") ;

13° la perte d'exploitation : le résultat négatif avant déduction des intérêts, des impôts, des dépréciations et des amortissements, à l'exclusion des pertes de valeur ponctuelles ("EBITDA") ;

14° la valeur de la production : le chiffre d'affaires corrigé de la variation des stocks (soit de produits finis, de travaux en cours et de biens ou services achetés à des fins de revente), diminué des acquisitions de biens et services destinés à la revente, augmenté de la production immobilisée, et augmenté des autres produits d'exploitation (à l'exclusion des subventions). La valeur de la production exclut les recettes et les dépenses inscrites dans les comptes d'entreprise sous les postes « produits/charges financiers » et « produits/charges exceptionnels ».

Art. 2. Le présent arrêté tend à contribuer à remédier à l'augmentation exceptionnellement importante des dépenses énergétiques due à l'agression russe contre l'Ukraine reconnue comme une perturbation grave de l'économie belge par l'article 1^{er}, § 1^{er}, du décret du 19 octobre 2022.

Les aides accordées au titre du présent arrêté le sont dans les limites et conditions énoncées dans l'encadrement temporaire.

CHAPITRE II. — Conditions d'octroi de l'aide temporaire

Section 1^{re}. — Dispositions générales

Art. 3. Une entreprise bénéficie uniquement des aides octroyées si :

1° pendant la période de référence, elle a réalisé au moins 7.500 euros de dépenses énergétiques ;

2° elle n'a pas eu recours au chômage temporaire, pour le personnel inscrit au 1^{er} juillet 2022 à l'Office national de la sécurité sociale, pour plus de 35 pour cent des jours contractuels qui auraient dû être couverts par une rémunération au cours de la période admissible. Ne sont pas pris en compte dans le calcul, les motifs de chômage temporaire suivants : force majeure médicale, intempéries, accident technique, fermeture collective pour vacances annuelles ou repos compensatoire, grève ou lock-out ;

3° elle ne verse pas de dividendes au cours de l'année durant laquelle elle perçoit l'aide ;

4° l'aide octroyée n'est pas valorisée dans le cadre du versement d'un éventuel dividende relatif à l'exercice au cours duquel l'aide est octroyée.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, 1°, l'entreprise créée entre le 1^{er} janvier 2021 et le 30 juin 2021, a réalisé au moins en moyenne 625 euros de dépenses énergétiques par mois entre sa date de création et le 31 décembre 2021.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, 1°, l'entreprise créée entre le 1^{er} juillet 2021 et le 30 juin 2022, a réalisé au moins en moyenne 1.250 euros de dépenses énergétiques par mois entre sa date de création et le 31 décembre 2022.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, 1°, l'entreprise sinistrée par les inondations survenues du 14 au 16 juillet 2021 ainsi que le 24 juillet 2021 et reconnues en tant que calamité naturelle publique et qui le prouve soit par l'attestation d'intervention d'une compagnie d'assurance ou par le fichier Excel du Service Régional des calamités, complété par un expert, a réalisé au moins 3.750 euros de dépenses énergétiques au premier semestre 2021.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, 1°, l'entreprise obligatoirement fermée sur base de décisions liées à la crise sanitaire du COVID-19 au cours de l'année 2021, a réalisé au moins 3.750 euros de dépenses énergétiques au second semestre 2021.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, 1°, pour l'entreprise obligatoirement fermée sur base de décisions liées à la crise sanitaire du COVID-19 au cours de l'année 2021 et sinistrée par les inondations survenues du 14 au 16 juillet 2021 ainsi que le 24 juillet 2021 et reconnues en tant que calamité naturelle publique et qui le prouve soit par l'attestation d'intervention d'une compagnie d'assurance ou par le fichier Excel du Service régional des calamités, complété par un expert, et les discothèques (code NACE BEL 56.302) obligatoirement fermées sur base de décisions liées à la crise sanitaire du COVID-19, la condition relative au 7.500 euros minimum de dépenses énergétiques se vérifie sur base d'une facture d'acompte mensuelle de 2021, multipliée par 12.

La condition visée à l'alinéa 1^{er}, 2°, n'est pas d'application pour la très petite entreprise.

Art. 4. L'aide accordée dans le cadre du présent arrêté est intuitu personae et n'est pas transférable à un tiers.

L'aide est attribuée une seule fois par entreprise pour la période admissible et tient compte de l'ensemble de ses unités d'établissement situées en Région wallonne.

Art. 5. Les aides octroyées à l'entreprise au titre de la section 2 ne sont pas cumulées avec les aides octroyées au titre de la section 3.

Art. 6. Le résultat d'exploitation ou la perte d'exploitation, les dépenses énergétiques, les documents probants permettant de déterminer le coût admissible sont attestés par le réviseur d'entreprise, ou un expert-comptable certifié externe.

Art. 7. Ne bénéficie pas des aides, l'entreprise :

1° qui se trouve dans une situation de faillite, de dissolution ou de liquidations ;

2° qui est en difficulté financière au sens du point 20 des lignes directrices concernant les aides d'État au sauvetage et à la restructuration d'entreprises en difficulté autres que les établissements financiers (JO 2014/C 249/01) ;

3° qui bénéficie d'une procédure de réorganisation judiciaire telle que visée au Titre V du Livre XX du Code de droit économique ;

4° dont l'activité principale est la production, le transport et la distribution d'électricité ou de combustibles gazeux (codes-NACE BEL 2008, 35.1 ou 35.2) ou dont l'activité principale du groupe international, dont l'entreprise fait partie, est en lien avec la production d'énergie ;

5° qui fait l'objet de sanctions adoptées par l'Union européenne en lien avec l'agression russe contre l'Ukraine, y compris :

a) l'entreprise désignée dans les actes juridiques instituant ces sanctions ;

b) l'entreprise contrôlée ou détenue par des personnes, entités ou organismes ciblées par les sanctions adoptées par l'Union européenne, au sens de l'encadrement temporaire ;

c) l'entreprise présente dans des secteurs ciblés par les sanctions adoptées par l'Union européenne, dans la mesure où l'aide porterait atteinte aux objectifs de ces sanctions.

Art. 8. Le budget de ces aides est de 87,5 millions d'euros. Ce budget peut être porté à un maximum de 75 pour cent complémentaire. En cas de dépassement des crédits disponibles, le budget disponible est versé au prorata aux entreprises bénéficiaires, après application des taux et plafonds d'aide mentionnés aux articles 11 et 14.

Section 2. — Les aides temporaires de montants limités

Art. 9. Les dispositions de la présente section sont soumises à l'application de la section 2.1. de l'encadrement temporaire.

Art. 10. La présente section est limitée à l'entreprise répondant à la définition de la très petite, la petite, la moyenne entreprise, ainsi que l'association sans but lucratif, visée à l'article 1^{er}, § 1^{er}, alinéa 2, 1° et 3°, du décret du 19 octobre 2022.

Art. 11. Le coût admissible est le produit du nombre d'unités de gaz naturel et d'électricité achetées par l'entreprise auprès de fournisseurs externes en tant que consommateur final durant la période admissible et d'une augmentation du prix payé par l'entreprise par unité consommée, qui est calculée comme étant la différence entre le prix unitaire moyen payé par l'entreprise au cours de la période admissible et 100 pour cent du prix unitaire moyen payé par l'entreprise au cours de la période de référence. Le prix payé par l'entreprise peut être déterminé par rapport à un prix moyen de référence.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, pour l'entreprise créée entre le 1^{er} juillet 2021 et le 30 juin 2022, le coût admissible est calculé sur la base du volume de consommation annuel pris en compte pour déterminer le montant de la facture d'acompte, multiplié par le prix moyen de l'énergie au cours de la période de référence et divisé par 4.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, pour l'entreprise sinistrée par les inondations survenues du 14 au 16 juillet 2021 ainsi que le 24 juillet 2021 et reconnues en tant que calamité naturelle publique, qui le prouve par l'attestation d'intervention d'une compagnie d'assurance ou par le fichier Excel du Service régional des calamités, complété par un expert et les discothèques (code NACE BEL 56.302) obligatoirement fermées sur base de décisions liées à la crise sanitaire du COVID-19, le coût admissible peut être calculé sur la base du volume de consommation annuel pris en compte pour déterminer le montant de la facture d'acompte, multiplié par le prix moyen de l'énergie au cours de la période de référence et divisé par 4.

Art. 12. § 1^{er}. Selon les modalités déterminées par le Ministre, une aide est octroyée à l'entreprise qui relève des catégories suivantes :

1° l'entreprise qui démontre une perte d'exploitation ou une diminution de son résultat d'exploitation sur la période admissible par rapport à la même période au cours de la période de référence, à condition qu'elle s'engage sur l'honneur à commander un audit énergétique dans les 3 ans de l'octroi de l'aide, à moins qu'elle ne dispose d'un audit énergétique réalisé postérieurement au 1^{er} janvier 2019 ;

2° l'entreprise exerçant des activités dans le domaine de la production agricole primaire et l'entreprise du secteur de la pêche et de l'aquaculture, et qui démontre une perte d'exploitation ou une diminution de son résultat d'exploitation sur la période admissible par rapport à la même période au cours de la période de référence, à condition qu'elle s'engage sur l'honneur à commander un audit énergétique dans les 3 ans de l'octroi de l'aide, à moins qu'elle ne dispose d'un audit énergétique réalisé postérieurement au 1^{er} janvier 2019.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, l'entreprise créée entre le 1^{er} juillet 2021 et le 30 juin 2022, démontre une perte d'exploitation uniquement sur le troisième trimestre de l'année 2022.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, l'entreprise sinistrée par les inondations survenues du 14 au 16 juillet 2021 ainsi que le 24 juillet 2021 et reconnues en tant que calamité naturelle publique et qui le prouve soit par l'attestation d'intervention d'une compagnie d'assurance ou par le fichier Excel du Service régional des calamités, complété par un expert, ne doit pas démontrer une perte d'exploitation ou une baisse de son résultat d'exploitation sur la période admissible par rapport à la même période au cours de la période de référence.

§ 2. Pour l'entreprise répondant à la définition de la petite et de la moyenne entreprise visée à l'article 1^{er}, § 1^{er}, alinéa 2, 1° et 3°, du décret du 19 octobre 2022, le montant de l'aide visée au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, correspond à 30 pour cent des coûts admissibles, avec un montant total maximum de l'aide par entreprise de 500.000 euros (montant brut, avant impôts ou autres prélèvements).

L'aide est octroyée au plus tard le 31 décembre 2023.

§ 3. Pour l'entreprise répondant à la définition de la très petite entreprise visée à l'article 1^{er}, § 1^{er}, alinéa 2, 1° et 3°, du décret du 19 octobre 2022, le montant de l'aide visée au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, correspond à 40 pour cent des coûts admissibles, avec un montant total maximum de l'aide par entreprise de 500.000 euros (montant brut, avant impôts ou autres prélèvements)

L'aide est octroyée au plus tard le 31 décembre 2023.

§ 4. Pour l'entreprise répondant à la définition de la petite et de la moyenne entreprise visée à l'article 1^{er}, § 1^{er}, alinéa 2, 1° et 3°, du décret du 19 octobre 2022, le montant de l'aide visée au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, correspond à 30 pour cent des coûts admissibles, avec un montant total maximum de l'aide par entreprise exerçant des activités dans le domaine de la production agricole primaire de 250.000 euros et un montant total maximum de l'aide par entreprise du secteur de la pêche et de l'aquaculture de 300.000 euros (montant brut, avant impôts ou autres prélèvements).

L'aide est octroyée plus tard le 31 décembre 2023.

§ 5. Pour l'entreprise répondant à la définition de la très petite entreprise visée à l'article 1^{er}, § 1^{er}, alinéa 2, 1° et 3°, du décret du 19 octobre 2022, le montant de l'aide visée au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, correspond à 40 pour cent des coûts admissibles, avec un montant total maximum de l'aide par entreprise exerçant des activités dans le domaine de la

production agricole primaire de 250.000 euros et un montant total maximum de l'aide par entreprise du secteur de la pêche et de l'aquaculture de 300.000 euros (montant brut, avant impôts ou autres prélèvements).

L'aide est octroyée plus tard le 31 décembre 2023.

§ 6. Lorsqu'une entreprise relève du § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o et 2^o, le plafond du montant de l'aide applicable doit être respecté pour chacune de ces deux activités et le montant maximal global de l'aide par entreprise ne dépasse pas 500.000 euros (montant brut, avant impôts ou autres prélèvements).

§ 7. Lorsqu'une entreprise relève du § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, et est active exclusivement dans le domaine de la production agricole primaire et dans le secteur de la pêche et de l'aquaculture, le montant maximal global de l'aide ne dépasse pas 300.000 euros (montant brut, avant impôts ou autres prélèvements).

§ 8. Le Ministre peut déterminer les documents probants complémentaires à ceux visés à l'article 15 à fournir par l'entreprise pour démontrer la perte d'exploitation ou la diminution du résultat d'exploitation visées au présent article.

§ 9. Dans le cas de fusion de sociétés, d'apport d'universalité ou de branche d'activité, visés au Livre XII du Code des sociétés et des associations, pour le calcul de la perte d'exploitation visé au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, il n'est pas tenu compte du résultat d'exploitation de la société absorbée.

Section 3. — Les aides temporaires destinées aux entreprises grandes consommatrices d'énergie

Art. 13. Les dispositions de la présente section sont soumises à l'application de la section 2.4. de l'encadrement temporaire.

Art. 14. Le coût admissible est le produit du nombre d'unités de gaz naturel et d'électricité achetées par l'entreprise auprès de fournisseurs externes en tant que consommateur final durant la période admissible et d'une augmentation du prix payé par l'entreprise par unité consommée, qui est calculée comme étant la différence entre le prix unitaire moyen payé par l'entreprise au cours de la période admissible et 150 pour cent du prix unitaire moyen payé par l'entreprise au cours de la période de référence.

À partir du 1^{er} septembre 2022, la quantité de gaz naturel et d'électricité utilisée pour calculer les coûts admissibles ne dépasse pas 70 pour cent de la consommation de l'entreprise pour la même période en 2021.

Art. 15. § 1^{er}. Selon les modalités déterminées par le Ministre, une aide est octroyée à l'entreprise qui relève des catégories suivantes :

1^o l'entreprise grande consommatrice d'énergie qui démontre une perte d'exploitation au cours de la période admissible ou une diminution de son résultat d'exploitation d'au moins 40 % au cours de la période admissible par rapport à la même période au cours de la période de référence ;

2^o l'entreprise grande consommatrice d'énergie relevant des secteurs et sous-secteurs particulièrement touchés repris dans l'annexe I de l'encadrement temporaire, et qui démontre une perte d'exploitation au cours de la période admissible ou une diminution de son résultat d'exploitation d'au moins 40 % au cours de la période admissible par rapport à la même période au cours de la période de référence.

Une entreprise est considérée comme exerçant des activités dans un secteur ou sous-secteur repris dans la liste figurant à l'annexe I de l'encadrement temporaire, conformément à sa classification dans les comptes nationaux sectoriels, ou si une ou plusieurs activités qu'elle exerce et qui figurent à l'annexe I de l'encadrement temporaire ont généré plus de 50 pour cent de son chiffre d'affaires ou de la valeur de la production en 2021.

§ 2. Le montant de l'aide visée au § 1^{er} correspond à :

1^o en ce qui concerne l'entreprise visée au § 1^{er}, 1^o, 30 pour cent des coûts admissibles, avec un montant total maximum de l'aide par entreprise de 4.000.000 euros ;

2^o en ce qui concerne l'entreprise visée au § 1^{er}, 2^o, 35 pour cent des coûts admissibles, avec un montant total maximum de l'aide par entreprise de 7.500.000 euros.

L'aide est octroyée au plus tard le 31 décembre 2023.

§ 3. Le résultat d'exploitation de l'entreprise sur la période admissible, y compris l'aide globale, ne peut dépasser 70 pour cent de son résultat d'exploitation sur la même période au cours de la période de référence. Dans les cas où l'entreprise subit une perte d'exploitation sur la même période au cours de la période de référence, l'aide ne peut pas conduire à une augmentation du résultat d'exploitation au cours de la période admissible au-delà de 0.

§ 4. Le Ministre peut déterminer les documents probants complémentaires à ceux visés à l'article 15 à fournir par l'entreprise pour démontrer la perte d'exploitation ou les coûts admissibles visés au présent article.

§ 5. Dans le cas de fusion de sociétés, d'apport d'universalité ou de branche d'activité, visés au Livre XII du Code des sociétés et des associations, pour le calcul de la perte d'exploitation ou des coûts admissibles visés au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, il n'est pas tenu compte de la perte d'exploitation ou des coûts admissibles de la société absorbée.

CHAPITRE III. — *Traitement de la demande d'aide*

Section 1^{re}. — Introduction de la demande

Art. 16. Selon les modalités déterminées par le Ministre, le réviseur d'entreprises ou l'expert-comptable certifié externe à l'entreprise et mandaté par celle-ci introduit auprès de l'administration sa demande d'aide via un formulaire sur la plateforme web. La période d'introduction de la demande d'aide est fixée sur la plateforme web.

Lors de l'introduction du dossier sur la plateforme web, le réviseur d'entreprises ou l'expert-comptable certifié externe à l'entreprise et mandaté par celle-ci fournit les informations suivantes :

1^o le numéro d'entreprise de l'entreprise bénéficiaire, et une adresse courriel de contact ;

2^o le mandat confirmant la mission du réviseur d'entreprises ou de l'expert-comptable certifié externe à l'entreprise ;

3^o le numéro de compte bancaire de l'entreprise ;

4^o les documents permettant de démontrer que les conditions visées à l'article 11, § 1^{er}, et à l'article 14, § 1^{er}, sont remplies ;

5^o un rapport sur des constatations de faits rédigé par un réviseur d'entreprises ou un expert-comptable certifié externe à l'entreprise, appuyant la demande d'aide ;

6^o une déclaration sur l'honneur à compléter sur la plateforme web qui atteste que les conditions des articles 3 et 7 sont remplies ;

7° une déclaration sur l'honneur du représentant légal de l'entreprise à compléter sur la plateforme web qui atteste que l'entreprise est en règle avec les dispositions légales qui régissent l'exercice de son activité et vis-à-vis des législations et réglementations fiscales, sociales et environnementales ou s'engage à se mettre en règle dans les délais fixés par l'administration compétente.

L'administration peut recourir aux banques de données constituant des sources authentiques ou à toutes autres informations nécessaires à l'examen du dossier. Les données peuvent être :

- 1° la dénomination de l'entreprise ;
- 2° les données du mandataire ;
- 3° l'identité du représentant légal du bénéficiaire ;
- 4° l'adresse du siège de l'entreprises ;
- 5° le numéro d'entreprise de l'entreprise ;
- 6° le compte bancaire de l'entreprise ;
- 7° les données fiscales et sociales de l'entreprises.

Lors de l'introduction de la demande d'aide, l'entreprise autorise l'administration à demander les données mentionnées à l'alinéa 1^{er} aux sources de données fédérales ou wallonnes, aux gestionnaires de réseaux et aux fournisseurs d'énergie.

La demande d'aide est traitée électroniquement.

L'entreprise est informée du dépôt ainsi que de la bonne réception de sa demande d'aide via la plateforme web et via un courriel.

Le cas échéant, tout document nécessaire pour compléter la demande est sollicité à l'entreprise via la plateforme web et par courriel. A défaut de la transmission de ces documents par l'entreprise dans les trente jours à dater de la réception de la demande de compléments, la demande d'aide est classée sans suite.

Section 2. — Notification des décisions relatives à l'aide, contrôle, calcul et paiement de l'aide

Art. 17. La décision d'octroi, de paiement, de contrôle et du recouvrement de l'aide relève de tout agent de niveau A, tel que défini dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne, désigné par le directeur général de l'administration.

Sur base des informations recueillies visées à l'article 15, le traitement initial de la demande est réalisé par la société visée à l'article 1^{er} du décret du 19 octobre 2022 relatif aux sociétés régionales de développement économique et aux sociétés spécialisées qui est chargée de la recevabilité et de la validation de la demande ainsi que d'établir une proposition de décision à l'administration. Elle transmet sa proposition de décision à l'administration via la plateforme web.

Art. 18. Après vérification des pièces justificatives et sous réserve que l'entreprise ait respecté les conditions prescrites par le décret du 19 octobre 2022 et par le présent arrêté, la décision est notifiée à l'entreprise via la plateforme-web.

En cas de décision favorable à l'aide visée à l'article 11 ou l'article 14, la décision précise que l'aide est octroyée conformément à l'encadrement temporaire.

L'aide est versée uniquement sur un numéro de compte bancaire commercial belge au nom de l'entreprise. L'entreprise reste responsable du respect des conditions dans lesquelles l'aide a été octroyée et elle est tenue de rendre compte de son utilisation.

Le versement de l'aide est autorisé par un prestataire externe, et conformément à l'article 1^{er}, § 3, du décret du 19 octobre 2022.

Art. 19. L'administration publie les informations pertinentes, énumérées à l'annexe III du règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité et du règlement (UE) n° 702/2014 de la Commission du 25 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides, dans les secteurs agricole et forestier et dans les zones rurales, compatibles avec le marché intérieur, en application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne et à l'annexe III du règlement (UE) n°702/2014 de la Commission, concernant chaque aide supérieure à 100.000 euros ou supérieure à 10.000 euros dans le secteur agricole primaire et dans le secteur de la pêche, octroyée en vertu du présent arrêté via l'outil informatique de la Commission européenne, et ce, dans les douze mois suivant la date de l'octroi de l'aide.

L'administration conserve toutes les informations indispensables pour établir que les conditions nécessaires ont été respectées, pendant une période de dix ans à compter de l'octroi de l'aide concernée et pour la durée nécessaire pour la gestion de son contentieux. L'administration transmet ces informations à la Commission européenne si elle en fait la demande.

Art. 20. § 1^{er}. L'administration est responsable du traitement des données à caractère personnel traitées aux fins d'octroi et de contrôle du respect des conditions de l'aide prévues dans le cadre de l'exécution du présent arrêté. Elle exécute ces traitements en raison de la mission de service public qui lui incombe.

Les données à caractère personnel sont centralisées par l'administration sur la plateforme web, les modalités d'accès à ces données sont précisées dans le formulaire de l'aide situé sur la plateforme.

§ 2. Pour les données à caractère personnel qu'elle traite dans le cadre de l'exécution du présent arrêté, la société visée à l'article 1^{er} du décret du 19 octobre 2022 relatif aux sociétés régionales de développement économique et aux sociétés spécialisées agit en tant que sous-traitant de l'administration, au sens du règlement de l'article 4, 8°, du règlement précité.

L'administration conclut avec la société une convention qui détermine ses obligations quant au traitement des données à caractère personnel et quant à leur protection.

Art. 21. L'agent de niveau A visé à l'article 16 peut vérifier la véracité, entre autres, du résultat d'exploitation, de la perte d'exploitation, des dépenses énergétiques déclarés par l'entreprise sur la base des données administratives et des comptes de l'entreprise, avant et jusqu'à cinq ans après le versement de l'aide. Il examine la demande d'aide sur la base des éléments fournis par le réviseur d'entreprises ou l'expert-comptable certifié externe à l'entreprise et mandaté par celle-ci, mais également sur base des données et des documents auxquels il a accès ou dont il dispose.

Art. 22. § 1^{er}. Du seul fait de l'introduction de sa demande, l'entreprise autorise l'administration à contrôler le respect des conditions des aides.

Le contrôle visé à l'alinéa 1^{er} est réalisé en application du décret et de ses mesures d'exécution s'exerce conformément aux dispositions du décret du 28 février 2019 relatif au contrôle des législations et réglementations relatives à la politique économique, à la politique de l'emploi et à la recherche scientifique ainsi qu'à l'instauration d'amendes administratives applicables en cas d'infraction à ces législations et réglementations.

§ 2. Sauf dans les cas de force majeure ou dans des circonstances exceptionnelles, tout refus de contrôle ou obstacle à celui-ci par l'entreprise entraîne de plein droit une perte de l'aide conformément à l'article 61, 5^o, c), du décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des unités d'administration publique wallonne.

Si à l'issue des contrôles, il s'avère que des sommes ont été indument versées ou que les conditions imposées par le présent arrêté ne sont pas respectées, l'administration procède au recouvrement de ces sommes, le cas échéant par compensation.

CHAPITRE IV. — Dispositions finales

Art. 23. Le présent arrêté entre en vigueur le lendemain de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 24. Le Ministre qui a l'économie dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 5 avril 2023.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique,
de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,
W. BORSUS

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2023/44842]

5. APRIL 2023 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Ausführung des Dekrets vom 19. Oktober 2022 zur Umsetzung von Hilfsmaßnahmen für Unternehmen im Rahmen der Energiekrise in Bezug auf das dritte Quartal 2022

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 19. Oktober 2022 zur Umsetzung von Hilfsmaßnahmen für Unternehmen im Rahmen der Energiekrise, Artikel 1 Paragraf 1 Absatz 1;

Aufgrund des Dekrets vom 19. Oktober 2022 über regionale Gesellschaften für Wirtschaftsentwicklung und über spezialisierte Gesellschaften, Artikel 4 Paragraf 2 Absatz 1;

Aufgrund des Berichts vom 6. März 2023, aufgestellt in Übereinstimmung mit Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben;

Aufgrund des am 7. März 2023 abgegebenen Gutachtens des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 17. März 2023 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des in Anwendung von Artikel 84 Paragraf 1 Absatz 1 Ziffer 3 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat am 23. März 2023 an den Staatsrat gerichteten Antrags auf Begutachtung innerhalb einer Frist von 5 Tagen;

In der Erwägung, dass binnen dieser Frist kein Gutachten abgegeben wurde;

Aufgrund des Artikels 84 Paragraf 4 Absatz 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In der Erwägung, dass Unternehmen nach der russischen Aggression gegen die Ukraine mit einem außergewöhnlich starken Anstieg der Preise für Erdgas und Elektrizität konfrontiert sind;

In der Erwägung, dass es einen dringenden Bedarf an Unterstützungsmaßnahmen gibt, damit diese Unternehmen weiterarbeiten können;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung es für notwendig erachtet, sehr kurzfristig Unterstützungsmaßnahmen für die betroffenen Unternehmen zu ergreifen, um den Fortbestand dieser Unternehmen zu sichern;

In der Erwägung, dass die öffentliche Gewalt in einer solchen Situation beispielhaft, zügig und effizient handeln muss. Ihre Hauptaufgabe ist es, Solidaritätsmechanismen zu implementieren, deren Wirkung darin besteht, den Unternehmen Unterstützung zu gewähren;

In der Erwägung, dass die in dem vorliegenden Erlass enthaltenen Maßnahmen eine notwendige, geeignete, verhältnismäßige und gezielte Lösung zur Behebung dieser beträchtlichen Störungen des Wirtschaftsgeschehens darstellen;

In der Erwägung, dass es dringend erforderlich ist, dass der vorliegende Erlass von der Regierung verabschiedet werden kann, damit das rechtliche Instrumentarium, das die Unterstützung ermöglicht, vollständig zur Anwendung kommen kann;

In der Erwägung, dass die Unternehmen von den negativen Folgen des Anstiegs der Energiepreise betroffen sind und es daher notwendig ist, ihnen ab der Veröffentlichung des vorliegenden Erlasses so schnell wie möglich Hilfe zu leisten;

In der Erwägung, dass diese Feststellungen ausreichen, um zu rechtfertigen, dass die Frist, innerhalb derer die Gesetzgebungsabteilung des Staatsrats ihre Stellungnahme abgeben muss, auf fünf Tage verkürzt wird;

In der Erwägung, dass dies umso mehr gilt, als die Verkürzung der Frist dazu führen kann, dass die auf der Grundlage dieses Erlasses getätigten Zahlungen vorgezogen werden, und es im größten Interesse aller Begünstigten liegt, so schnell wie möglich über die für sie bestimmten Gelder verfügen zu können;

In der Erwägung der Mitteilung der Kommission (2022/C 426/01) vom 9. November 2022 "Befristeter Krisenrahmen für staatliche Beihilfen zur Stützung der Wirtschaft infolge der Aggression Russlands gegen die Ukraine";

In der Erwägung, dass der vorliegende Erlass erst nach Genehmigung durch die Europäische Kommission gemäß der oben genannten Mitteilung der Kommission vom 9. November 2022 anwendbar sein wird;

Auf Vorschlag des Ministers für Wirtschaft;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — Anwendungsbereich und Definitionen

Artikel 1 - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° Dekret vom 19. Oktober 2022: das Dekret vom 19. Oktober 2022 zur Umsetzung von Hilfsmaßnahmen für Unternehmen im Rahmen der Energiekrise;

2° Minister: der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Wirtschaft gehört;

3° Verwaltung: der Öffentliche Dienst der Wallonie Wirtschaft, Beschäftigung und Forschung;

4° Internetplattform: die webbasierte Anwendung, die eigens für die Verwaltung der Anträge auf Beihilfen erstellt wurde, die gemäß dem vorliegenden Erlass und dem Dekret vom 19. Oktober 2022 gewährt werden;

5° befristeter Rahmen: die Mitteilung der Kommission (2022/C 426/01) vom 9. November 2022 "Befristeter Krisenrahmen für staatliche Beihilfen zur Stützung der Wirtschaft infolge der Aggression Russlands gegen die Ukraine";

6° Unternehmen: der Kleinst-, Klein- oder Mittelbetrieb oder der Großbetrieb sowie die Vereinigung ohne Gewinnerzielungsabsicht gemäß Artikel 1 Paragraph 1 Absatz 2 des Dekrets vom 19. Oktober 2022;

7° energieintensives Unternehmen: das in Artikel 1 Paragraph 1 Absatz 2 des Dekrets vom 19. Oktober 2022 genannte Unternehmen, dessen Energiekosten mindestens 3 Prozent des Produktionswerts oder des Umsatzes ausmachen, auf der Grundlage der Daten des buchhalterischen Jahresabschlusses für das Kalenderjahr 2021;

8° Energiekosten: die Kosten für den Kauf von Energieerzeugnissen (einschließlich anderer Energieerzeugnisse als Erdgas und Elektrizität) mit Ausnahme der Mehrwertsteuer;

9° Energieaudit: das globale Energieaudit im Sinne der letzten Revision des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. Februar 2014 über die Gewährung von Zuschüssen an Unternehmen und repräsentative Unternehmensverbände zur Verbesserung der Energieeffizienz und zur Förderung einer rationelleren Energienutzung im Privatsektor ("AMURE") oder das Energieaudit im Sinne des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 13. Oktober 2022 über die Gewährung von Zuschüssen an öffentlich-rechtliche Personen und nicht-kommerzielle Einrichtungen für die Durchführung von Studien und Arbeiten zur Verbesserung der Energieeffizienz und zur rationellen Energienutzung in Gebäuden (UREBA-Erlass) oder ein jährliches Follow-up-Audit in Bezug auf Unternehmen in einer Branchenvereinbarung auf der Grundlage der Energieverbrauchsdaten vor dem Jahr der Gewährung der Beihilfe im Sinne der letzten Revision des oben genannten Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. Februar 2014;

10° beihilfefähiger Zeitraum: der Zeitraum vom 1. Juli 2022 bis zum 30. September 2022;

11° Bezugszeitraum: der Zeitraum vom 1. Januar 2021 bis zum 31. Dezember 2021;

12° Betriebsergebnis: das positive Ergebnis vor Abzug von Zinsen, Steuern, Wertminderungen und Abschreibungen, unter Ausschluss von einmaligen Wertverlusten ("EBITDA");

13° Betriebsverlust: das negative Ergebnis vor Abzug von Zinsen, Steuern, Wertminderungen und Abschreibungen, unter Ausschluss von einmaligen Wertverlusten ("EBITDA");

14° Produktionswert: der Umsatz, bereinigt um die Veränderung der Lagerbestände (entweder an Fertigerzeugnissen, unfertigen Erzeugnissen und zum Wiederverkauf erworbenen Waren oder Dienstleistungen), abzüglich der Käufe von Waren und Dienstleistungen zum Wiederverkauf, zuzüglich der aktivierten Eigenleistungen und zuzüglich der sonstigen betrieblichen Erträge (ohne Subventionen). Der Produktionswert schließt Einnahmen und Ausgaben aus, die in den Unternehmensabschlüssen unter den Posten "Finanzielle Erträge/Aufwendungen" und "Außerordentliche Erträge/Aufwendungen" ausgewiesen sind.

Art. 2 - Der vorliegende Erlass soll zur Behebung des außergewöhnlich starken Anstiegs der Energiekosten beitragen, der auf die russische Aggression gegen die Ukraine zurückzuführen ist, die in Artikel 1 Paragraph 1 des Dekrets vom 19. Oktober 2022 als beträchtliche Störung der belgischen Wirtschaft anerkannt wird.

Die auf der Grundlage des vorliegenden Erlasses gewährten Beihilfen werden innerhalb der Grenzen und unter den Bedingungen gewährt, die im befristeten Rahmen festgelegt sind.

KAPITEL II — Bedingungen für die Gewährung einer befristeten Beihilfe

Abschnitt 1 — Allgemeine Bestimmungen

Art. 3 - Ein Unternehmen kommt nur dann in den Genuss der gewährten Beihilfen, wenn:

1° es im Bezugszeitraum Energiekosten von mindestens 7.500 Euro hatte;

2° es für das am 1. Juli 2022 beim Landesamt für soziale Sicherheit gemeldete Personal nicht für mehr als 35 Prozent der vertraglich festgelegten Arbeitstage, die während des beihilfefähigen Zeitraums durch Lohn hätten abgedeckt werden müssen, auf vorübergehende Arbeitslosigkeit zurückgegriffen hat. Höhere Gewalt aus medizinischen Gründen, schlechtes Wetter, technische Unfälle, kollektive Schließung wegen Jahresurlaub oder Ausgleichsruhezeit, Streik oder Aussperrung werden bei der Berechnung nicht berücksichtigt;

3° es in dem Jahr, in dem es die Beihilfe erhält, keine Dividenden auszahlt;

4° die gewährte Beihilfe im Rahmen der Zahlung einer eventuellen Dividende für das Geschäftsjahr, in dem die Beihilfe gewährt wird, nicht berücksichtigt wird.

Abweichend von Absatz 1 Ziffer 1 hat ein Unternehmen, das zwischen dem 1. Januar 2021 und dem 30. Juni 2021 gegründet wurde, zwischen dem Tag der Gründung und dem 31. Dezember 2021 durchschnittlich mindestens 625 Euro für Energiekosten pro Monat aufgewendet.

Abweichend von Absatz 1 Ziffer 1 hat ein Unternehmen, das zwischen dem 1. Juli 2021 und dem 30. Juni 2022 gegründet wurde, zwischen dem Tag der Gründung und dem 31. Dezember 2022 durchschnittlich mindestens 1.250 Euro für Energiekosten pro Monat aufgewendet.

Abweichend von Absatz 1 Ziffer 1 hat ein Unternehmen, das durch die Überschwemmungen vom 14. bis 16. Juli 2021 sowie vom 24. Juli 2021, die als öffentliche Naturkatastrophen anerkannt wurden, Schaden erlitten hat und dies entweder durch die Interventionsbescheinigung einer Versicherungsgesellschaft oder durch die Excel-Datei des Regionalen Dienstes für Naturkatastrophen, die von einem Sachverständigen ausgefüllt wurde, nachweist, im ersten Halbjahr 2021 mindestens 3.750 Euro für Energiekosten aufgewendet.

Abweichend von Absatz 1 Ziffer 1 hat ein Unternehmen, das aufgrund von Entscheidungen im Zusammenhang mit der COVID-19-Gesundheitskrise im Laufe des Jahres 2021 geschlossen werden musste, im zweiten Halbjahr 2021 mindestens 3.750 Euro für Energiekosten aufgewendet.

Abweichend von Absatz 1 Ziffer 1 wird für Unternehmen, die aufgrund von Beschlüssen im Zusammenhang mit der COVID-19-Gesundheitskrise im Jahr 2021 geschlossen werden mussten und die durch die Überschwemmungen vom 14. bis 16. Juli 2021 sowie vom 24. Juli 2021, die als öffentliche Naturkatastrophen anerkannt wurden, Schaden erlitten haben und dies entweder durch die Interventionsbescheinigung einer Versicherungsgesellschaft oder durch die Excel-Datei des Regionalen Dienstes für Naturkatastrophen, die von einem Sachverständigen ausgefüllt wurde, nachweisen, sowie für Diskotheken (NACE-Code BEL 56.302), die aufgrund von Entscheidungen im Zusammenhang mit der COVID-19-Gesundheitskrise geschlossen werden mussten, die Bedingung bezüglich des Mindestbetrags an Energiekosten von 7.500 Euro auf der Grundlage einer monatlichen Anzahlungsrechnung des Jahres 2021, multipliziert mit 12, überprüft.

Die in Absatz 1 Ziffer 2 genannte Bedingung gilt nicht für Kleinstbetriebe.

Art. 4 - Die im Rahmen des vorliegenden Erlasses gewährte Beihilfe ist *intuitu personae* und kann nicht auf Dritte übertragen werden.

Die Beihilfe wird pro Unternehmen für den beihilfefähigen Zeitraum nur einmal gewährt und berücksichtigt alle seine auf dem Gebiet der Wallonischen Region ansässigen Niederlassungseinheiten.

Art. 5 - Die dem Unternehmen im Rahmen von Abschnitt 2 gewährten Beihilfen werden nicht mit den im Rahmen von Abschnitt 3 gewährten Beihilfen kumuliert.

Art. 6 - Das Betriebsergebnis oder der Betriebsverlust, die Energiekosten und die Belege zur Bestimmung der beihilfefähigen Kosten werden vom Betriebsrevisor oder einem externen zertifizierten Buchprüfer bestätigt.

Art. 7 - Nicht in den Genuss von Beihilfen kommt das Unternehmen:

1° das sich in einer Situation des Konkurses, der Auflösung oder der Liquidation befindet;

2° das sich in finanziellen Schwierigkeiten im Sinne von Nummer 20 der Leitlinien für staatliche Beihilfen zur Rettung und Umstrukturierung nichtfinanzieller Unternehmen in Schwierigkeiten (ABl. 2014/C 249/01), befindet;

3° das Gegenstand eines Verfahrens zur gerichtlichen Reorganisation im Sinne von Titel V des Buches XX des Wirtschaftsgesetzbuches ist;

4° dessen Haupttätigkeit die Erzeugung, Übertragung und Verteilung von Elektrizität oder gasförmigen Brennstoffen ist (NACE-Codes BEL 2008, 35.1 oder 35.2) oder dessen Haupttätigkeit der internationalen Unternehmensgruppe, zu der das Unternehmen gehört, mit der Energieerzeugung in Zusammenhang steht;

5° das Gegenstand von Sanktionen ist, die von der Europäischen Union im Zusammenhang mit der russischen Aggression gegen die Ukraine verhängt wurden, einschließlich:

a) das in den Rechtsakten zur Einführung dieser Sanktionen bezeichnete Unternehmen;

b) das Unternehmen, das von Personen, Organisationen oder Einrichtungen, die Ziel der von der Europäischen Union verhängten Sanktionen sind, im Sinne des befristeten Rahmens kontrolliert wird oder sich in deren Besitz befindet;

c) das Unternehmen, das in Sektoren tätig ist, die von den von der Europäischen Union verhängten Sanktionen betroffen sind, sofern die Beihilfe den Zielen dieser Sanktionen zuwiderlaufen würde.

Art. 8 - Das Budget für diese Beihilfen beträgt 87,5 Millionen Euro. Dieses Budget kann auf maximal 75 Prozent zusätzlich aufgestockt werden. Werden die verfügbaren Mittel überschritten, so wird das verfügbare Budget nach Anwendung der in den Artikeln 11 und 14 genannten Beihilfesätze und -höchstsätze anteilig an die begünstigten Unternehmen ausbezahlt.

Abschnitt 2 — Zeitlich begrenzte Beihilfen mit begrenzten Beträgen

Art. 9 - Die Bestimmungen des vorliegenden Abschnitts unterliegen der Anwendung von Abschnitt 2.1. des befristeten Rahmens.

Art. 10 - Der vorliegende Abschnitt beschränkt sich auf Unternehmen, die der Definition des Kleinst-, Klein- oder Mittelbetriebs sowie der Vereinigung ohne Gewinnerzielungsabsicht gemäß Artikel 1 Paragraph 1 Absatz 2 Ziffer 1 und 3 des Dekrets vom 19. Oktober 2022 entsprechen.

Art. 11 - Die beihilfefähigen Kosten sind das Produkt aus der Anzahl der Erdgas- und Elektrizitätseinheiten, die das Unternehmen während des beihilfefähigen Zeitraums als Endverbraucher von externen Anbietern bezogen hat, und aus einer Erhöhung des vom Unternehmen pro verbrauchter Einheit gezahlten Preises, die als Differenz zwischen dem durchschnittlichen Preis pro Einheit, den das Unternehmen während des beihilfefähigen Zeitraums gezahlt hat, und 100 Prozent des durchschnittlichen Preises pro Einheit, den das Unternehmen im Bezugszeitraum gezahlt hat, errechnet wird. Der von dem Unternehmen gezahlte Preis kann anhand eines durchschnittlichen Referenzpreises bestimmt werden.

Abweichend von Absatz 1 werden für ein zwischen dem 1. Juli 2021 und dem 30. Juni 2022 gegründetes Unternehmen die beihilfefähigen Kosten auf der Grundlage des jährlichen Verbrauchsvolumens berechnet, das bei der Bestimmung des Betrags der Anzahlungsrechnung berücksichtigt wurde, multipliziert mit dem Durchschnittspreis für Energie während des Bezugszeitraums und geteilt durch 4.

Abweichend von Absatz 1 können für ein Unternehmen, das durch die Überschwemmungen vom 14. bis 16. Juli 2021 sowie vom 24. Juli 2021, die als öffentliche Naturkatastrophen anerkannt wurden, Schaden erlitten hat und dies entweder durch die Interventionsbescheinigung einer Versicherungsgesellschaft oder durch die Excel-Datei des Regionalen Dienstes für Naturkatastrophen, die von einem Sachverständigen ausgefüllt wurde, nachweist und für die

Diskotheeken (NACE-Code BEL 56. 302), die aufgrund von Entscheidungen im Zusammenhang mit der COVID-19-Gesundheitskrise geschlossen werden mussten, die beihilfefähigen Kosten auf der Grundlage des jährlichen Verbrauchsvolumens berechnet werden, das bei der Bestimmung des Betrags der Anzahlungsrechnung berücksichtigt wurde, multipliziert mit dem Durchschnittspreis für Energie während des Bezugszeitraums und geteilt durch 4.

Art. 12 - § 1. Eine Beihilfe wird nach vom Minister bestimmten Modalitäten den Unternehmen gewährt, die unter eine der folgenden Kategorien fallen:

1° Unternehmen, die einen Betriebsverlust oder einen Rückgang ihres Betriebsergebnisses während des beihilfefähigen Zeitraums im Vergleich zum gleichen Zeitraum im Bezugszeitraum nachweisen, sofern sie sich auf Ehrenwort verpflichten, innerhalb von drei Jahren nach Gewährung der Beihilfe ein Energieaudit in Auftrag zu geben, es sei denn, sie verfügen über ein Energieaudit, das nach dem 1. Januar 2019 durchgeführt wurde;

2° Unternehmen, die in der landwirtschaftlichen Primärerzeugung tätig sind, und Unternehmen im Sektor Fischerei und Aquakultur, die einen Betriebsverlust oder einen Rückgang ihres Betriebsergebnisses während des beihilfefähigen Zeitraums im Vergleich zum gleichen Zeitraum im Bezugszeitraum nachweisen, sofern sie sich auf Ehrenwort verpflichten, innerhalb von drei Jahren nach Gewährung der Beihilfe ein Energieaudit in Auftrag zu geben, es sei denn, sie verfügen über ein Energieaudit, das nach dem 1. Januar 2019 durchgeführt wurde.

Abweichend von Absatz 1 weist ein Unternehmen, das zwischen dem 1. Juli 2021 und dem 30. Juni 2022 gegründet wurde, nur im dritten Quartal des Jahres 2022 einen Betriebsverlust nach.

Abweichend von Absatz 1 muss ein Unternehmen, das durch die Überschwemmungen vom 14. bis 16. Juli 2021 sowie vom 24. Juli 2021, die als öffentliche Naturkatastrophen anerkannt wurden, Schaden erlitten hat und dies entweder durch die Interventionsbescheinigung einer Versicherungsgesellschaft oder durch die Excel-Datei des Regionalen Dienstes für Naturkatastrophen, die von einem Sachverständigen ausgefüllt wurde, nachweist, keinen Betriebsverlust oder einen Rückgang seines Betriebsergebnisses während des beihilfefähigen Zeitraums im Vergleich zum gleichen Zeitraum im Bezugszeitraum nachweisen.

§ 2. Für das Unternehmen, das der Definition des Klein- und Mittelbetriebs gemäß Artikel 1 Paragraph 1 Absatz 2 Ziffer 1 und 3 des Dekrets vom 19. Oktober 2022 entspricht, beträgt die Höhe der Beihilfe gemäß Paragraph 1 Absatz 1 Ziffer 1 30 Prozent der beihilfefähigen Kosten, mit einem maximalen Gesamtbetrag der Beihilfe pro Unternehmen von 500.000 Euro (Bruttobetrag, vor Steuern oder anderen Abgaben).

Die Beihilfe wird spätestens bis zum 31. Dezember 2023 gewährt.

§ 3. Für das Unternehmen, das der Definition des Kleinstbetriebs gemäß Artikel 1 Paragraph 1 Absatz 2 Ziffer 1 und 3 des Dekrets vom 19. Oktober 2022 entspricht, beträgt die Höhe der Beihilfe gemäß Paragraph 1 Absatz 1 Ziffer 1 40 Prozent der beihilfefähigen Kosten, mit einem maximalen Gesamtbetrag der Beihilfe pro Unternehmen von 500.000 Euro (Bruttobetrag, vor Steuern oder anderen Abgaben).

Die Beihilfe wird spätestens bis zum 31. Dezember 2023 gewährt.

§ 4. Für das Unternehmen, das der Definition des Klein- und Mittelbetriebs gemäß Artikel 1 Paragraph 1 Absatz 2 Ziffer 1 und 3 des Dekrets vom 19. Oktober 2022 entspricht, beträgt die Höhe der Beihilfe gemäß Paragraph 1 Absatz 1 Ziffer 2 30 Prozent der beihilfefähigen Kosten, mit einem maximalen Gesamtbetrag der Beihilfe pro Unternehmen, das Tätigkeiten im Bereich der landwirtschaftlichen Primärerzeugung ausübt, von 250. 000 Euro und einem maximalen Gesamtbetrag der Beihilfe pro Unternehmen im Sektor Fischerei und Aquakultur von 300.000 Euro (Bruttobetrag, vor Steuern oder anderen Abgaben).

Die Beihilfe wird spätestens bis zum 31. Dezember 2023 gewährt.

§ 5. Für das Unternehmen, das der Definition des Kleinstbetriebs gemäß Artikel 1 Paragraph 1 Absatz 2 Ziffer 1 und 3 des Dekrets vom 19. Oktober 2022 entspricht, beträgt die Höhe der Beihilfe gemäß Paragraph 1 Absatz 1 Ziffer 2 40 Prozent der beihilfefähigen Kosten, mit einem maximalen Gesamtbetrag der Beihilfe pro Unternehmen, das Tätigkeiten im Bereich der landwirtschaftlichen Primärerzeugung ausübt, von 250. 000 Euro und einem maximalen Gesamtbetrag der Beihilfe pro Unternehmen im Sektor Fischerei und Aquakultur von 300.000 Euro (Bruttobetrag, vor Steuern oder anderen Abgaben).

Die Beihilfe wird spätestens bis zum 31. Dezember 2023 gewährt.

§ 6. Wenn ein Unternehmen unter Paragraph 1 Absatz 1 Ziffern 1 und 2 fällt, muss die anwendbare Obergrenze des Beihilfebetrags für jede dieser beiden Tätigkeiten eingehalten werden, und der maximale Gesamtbetrag der Beihilfe pro Unternehmen darf 500.000 Euro (Bruttobetrag, vor Steuern oder anderen Abgaben) nicht überschreiten.

§ 7. Wenn ein Unternehmen unter Paragraph 1 Absatz 1 Ziffer 2 fällt und ausschließlich im Bereich der landwirtschaftlichen Primärerzeugung und im Sektor Fischerei und Aquakultur tätig ist, darf der maximale Gesamtbetrag der Beihilfe 300.000 Euro (Bruttobetrag, vor Steuern oder anderen Abgaben) nicht überschreiten.

§ 8. Der Minister kann festlegen, welche Belege zusätzlich zu den in Artikel 15 genannten Belegen vom Unternehmen vorzulegen sind, um den Betriebsverlust oder die Verringerung des Betriebsergebnisses im Sinne des vorliegenden Artikels nachzuweisen.

§ 9. Im Falle eines Gesellschaftszusammenschlusses, der Einbringung eines Gesamtvermögens oder eines Wirtschaftszweigs im Sinne von Buch XII des Gesetzbuches über die Gesellschaften und Vereinigungen wird bei der Berechnung des Betriebsverlustes im Sinne von Paragraph 1 Absatz 1 Ziffer 2 das Betriebsergebnis der übernommenen Gesellschaft nicht berücksichtigt.

Abschnitt 3 — Zeitlich begrenzte Beihilfen für energieintensive Unternehmen

Art. 13 - Die Bestimmungen dieses Abschnitts unterliegen der Anwendung von Abschnitt 2.4. des befristeten Rahmens.

Art. 14. Die beihilfefähigen Kosten sind das Produkt aus der Anzahl der Erdgas- und Elektrizitätseinheiten, die das Unternehmen während des beihilfefähigen Zeitraums als Endverbraucher von externen Anbietern bezogen hat, und aus einer Erhöhung des vom Unternehmen pro verbrauchter Einheit gezahlten Preises, die als Differenz zwischen dem durchschnittlichen Preis pro Einheit, den das Unternehmen während des beihilfefähigen Zeitraums gezahlt hat, und 150 Prozent des durchschnittlichen Preises pro Einheit, den das Unternehmen im Bezugszeitraum gezahlt hat, errechnet wird.

Ab dem 1. September 2022 darf die Menge an Erdgas und Elektrizität, die zur Berechnung der beihilfefähigen Kosten herangezogen wird, 70 Prozent des Verbrauchs des Unternehmens im gleichen Zeitraum des Jahres 2021 nicht übersteigen.

Art. 15 - § 1. Eine Beihilfe wird nach vom Minister bestimmten Modalitäten den Unternehmen gewährt, die unter eine der folgenden Kategorien fallen:

1° energieintensive Unternehmen, die einen Betriebsverlust während des beihilfefähigen Zeitraums oder einen Rückgang des Betriebsergebnisses um mindestens 40 Prozent während des beihilfefähigen Zeitraums im Vergleich zum selben Zeitraum im Bezugszeitraum nachweisen;

2° energieintensive Unternehmen, die zu den in Anhang I des befristeten Rahmens aufgeführten besonders betroffenen Sektoren und Teilsektoren gehören und die einen Betriebsverlust während des beihilfefähigen Zeitraums oder einen Rückgang des Betriebsergebnisses um mindestens 40 Prozent während des beihilfefähigen Zeitraums im Vergleich zum selben Zeitraum im Bezugszeitraum nachweisen.

Es wird davon ausgegangen, dass ein Unternehmen in einem Sektor oder Teilsektor tätig ist, der in der Liste in Anhang I des befristeten Rahmens gemäß seiner Klassifizierung in den sektoralen volkswirtschaftlichen Gesamtrechnungen aufgeführt ist, oder wenn eine oder mehrere der von ihm ausgeübten und in Anhang I des befristeten Rahmens aufgeführten Tätigkeiten im Jahr 2021 mehr als 50 Prozent seines Umsatzes oder seines Produktionswerts erwirtschaftet haben.

§ 2. Der Betrag der in Paragraph 1 genannten Beihilfe entspricht:

1° in Bezug auf das in Paragraph 1 Ziffer 1 genannte Unternehmen; 30 Prozent der beihilfefähigen Kosten, mit einem maximalen Gesamtbetrag der Beihilfe pro Unternehmen von 4.000.000 Euro;

2° in Bezug auf das in Paragraph 1 Ziffer 2 genannte Unternehmen; 35 Prozent der beihilfefähigen Kosten, mit einem maximalen Gesamtbetrag der Beihilfe pro Unternehmen von 7.500.000 Euro.

Die Beihilfe wird spätestens bis zum 31. Dezember 2023 gewährt.

§ 3. Das Betriebsergebnis des Unternehmens während des beihilfefähigen Zeitraums darf einschließlich der Gesamtbeihilfe nicht mehr als 70 Prozent des Betriebsergebnisses des Unternehmens im gleichen Zeitraum während des Bezugszeitraums betragen. In Fällen, in denen das Unternehmen im gleichen Zeitraum während des Bezugszeitraums einen Betriebsverlust erleidet, darf die Beihilfe nicht zu einer über 0 hinausgehenden Erhöhung des Betriebsergebnisses während des beihilfefähigen Zeitraums führen.

§ 4. Der Minister kann festlegen, welche Belege zusätzlich zu den in Artikel 15 genannten Belegen vom Unternehmen vorzulegen sind, um den Betriebsverlust oder die im vorliegenden Artikel genannten beihilfefähigen Kosten nachzuweisen.

§ 5. Im Falle eines Gesellschaftszusammenschlusses, der Einbringung eines Gesamtvermögens oder eines Wirtschaftszweigs im Sinne von Buch XII des Gesetzbuches über die Gesellschaften und Vereinigungen werden bei der Berechnung des Betriebsverlustes oder der beihilfefähigen Kosten im Sinne von Paragraph 1 Absatz 1 Ziffer 2 der Betriebsverlust oder die beihilfefähigen Kosten der übernommenen Gesellschaft nicht berücksichtigt.

KAPITEL III — *Bearbeitung des Beihilfeantrags*

Abschnitt 1 — Einreichung des Antrags

Art. 16 - Gemäß den vom Minister festgelegten Modalitäten reicht der Betriebsrevisor oder der vom Unternehmen beauftragte externe zertifizierte Buchprüfer den Beihilfeantrag über ein Formular auf der Internetplattform bei der Verwaltung ein. Der Zeitraum für die Einreichung des Beihilfeantrags wird auf der Internetplattform festgelegt.

Bei der Einreichung des Antrags auf der Internetplattform stellt der Betriebsrevisor oder der vom Unternehmen beauftragte externe zertifizierte Buchprüfer folgende Informationen zur Verfügung:

1° die Unternehmensnummer des begünstigten Unternehmens und eine Kontakt-E-Mail-Adresse;

2° den Auftrag, der die Beauftragung des Betriebsrevisors oder des externen zertifizierten Buchprüfers bestätigt;

3° die Nummer des Bankkontos des Unternehmens;

4° die Dokumente, mit denen nachgewiesen werden kann, dass die in Artikel 11 Paragraph 1 und Artikel 14 Paragraph 1 genannten Bedingungen erfüllt sind;

5° einen Bericht über Feststellungen von Tatsachen, der von einem Betriebsrevisor oder einem externen zertifizierten Buchprüfer verfasst wurde und den Beihilfeantrag begründet;

6° eine auf der Internetplattform auszufüllende ehrenwörtliche Erklärung, die bestätigt, dass die Bedingungen der Artikel 3 und 7 erfüllt sind;

7° eine auf der Internetplattform auszufüllende ehrenwörtliche Erklärung des gesetzlichen Vertreters des Unternehmens, die bescheinigt, dass das Unternehmen den gesetzlichen Bestimmungen, die die Ausübung seiner Aktivität regeln, und den steuer-, sozial- und umweltrechtlichen Vorschriften und Regelungen genügt, bzw. sich verpflichtet, sich innerhalb der von der zuständigen Verwaltung festgelegten Fristen mit diesen in Einklang zu bringen.

Die Verwaltung kann auf Datenbanken zurückgreifen, die authentische Quellen darstellen, oder auf alle anderen Informationen, die für die Prüfung der Akte erforderlich sind. Bei den Daten kann es sich um Folgendes handeln:

1° die Bezeichnung des Unternehmens;

2° die Angaben zu dem Bevollmächtigten;

3° die Angaben zu dem gesetzlichen Vertreter des Empfängers;

4° die Anschrift des Unternehmenssitzes;

5° die Unternehmensnummer des Unternehmens;

6° die Kontonummer des Unternehmens;

7° die Steuer- und Sozialversicherungsdaten des Unternehmens.

Bei der Einreichung des Beihilfeantrags ermächtigt das Unternehmen die Verwaltung, die in Absatz 1 genannten Daten bei den föderalen oder wallonischen Datenquellen, den Netzbetreibern und den Energieversorgern anzufordern.

Der Beihilfeantrag wird elektronisch bearbeitet.

Das Unternehmen wird über die Einreichung sowie den ordnungsgemäßen Eingang seines Beihilfeantrags über die Internetplattform und über eine E-Mail informiert.

Gegebenenfalls wird das Unternehmen über die Internetplattform und per E-Mail aufgefordert, alle zur Vervollständigung des Antrags erforderlichen Dokumente vorzulegen. Übermittelt das Unternehmen diese Unterlagen nicht innerhalb von dreißig Tagen nach Erhalt der Aufforderung zur Vervollständigung, wird der Beihilfeantrag nicht weiter bearbeitet.

Abschnitt 2 - Mitteilung von Entscheidungen über die Beihilfe, Kontrolle, Berechnung und Auszahlung der Beihilfe

Art. 17 - Die Entscheidung über die Gewährung, die Auszahlung, die Kontrolle und die Beitreibung der Beihilfe unterliegt der Zuständigkeit jedes Bediensteten der Stufe A im Sinne des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes, der von dem Generaldirektor der Verwaltung bestellt worden ist.

Auf der Grundlage der gesammelten Informationen gemäß Artikel 15 erfolgt die Erstbearbeitung des Antrags durch die in Artikel 1 des Dekrets vom 19. Oktober 2022 über regionale Gesellschaften für Wirtschaftsentwicklung und über spezialisierte Gesellschaften genannte Gesellschaft, die mit der Zulässigkeit und der Validierung des Antrags sowie mit der Erstellung eines Entscheidungsvorschlags für die Verwaltung beauftragt ist. Sie übermittelt der Verwaltung ihren Entscheidungsvorschlag über die Internetplattform.

Art. 18 - Nach Prüfung der Belege und unter der Voraussetzung, dass das Unternehmen die im Dekret vom 19. Oktober 2022 und in dem vorliegenden Erlass vorgeschriebenen Bedingungen erfüllt hat, wird die Entscheidung dem Unternehmen über die Internetplattform mitgeteilt.

Im Falle einer positiven Entscheidung zur Gewährung der Beihilfe gemäß Artikel 11 oder Artikel 14 wird in der Entscheidung angegeben, dass die Beihilfe im Einklang mit dem befristeten Rahmen gewährt wird.

Die Beihilfe wird ausschließlich auf eine auf den Namen des Unternehmens eröffnete belgische Geschäftsbankkontonummer gezahlt. Das Unternehmen bleibt für die Einhaltung der Bedingungen, unter denen die Beihilfe gewährt wurde, verantwortlich und muss über ihre Verwendung Rechenschaft ablegen.

Die Auszahlung der Beihilfe wird durch einen externen Dienstleister und gemäß Artikel 1 Paragraph 3 des Dekrets vom 19. Oktober 2022 genehmigt.

Art. 19 - Die Verwaltung veröffentlicht die relevanten Informationen, die in Anhang III der Verordnung (EU) Nr. 651/2014 der Kommission vom 17. Juni 2014 'zur Feststellung der Vereinbarkeit bestimmter Gruppen von Beihilfen mit dem Binnenmarkt in Anwendung der Artikel 107 und 108 des Vertrags' und der Verordnung (EU) Nr. 702/2014 der Kommission vom 25. Juni 2014 zur Feststellung der Vereinbarkeit bestimmter Arten von Beihilfen im Agrar- und Forstsektor und in ländlichen Gebieten mit dem Binnenmarkt in Anwendung der Artikel 107 und 108 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union und in Anhang III der Verordnung (EU) Nr. 702/2014 der Kommission erwähnt werden, in Bezug auf jede Beihilfe über 100.000 Euro oder über 10.000 Euro in der landwirtschaftlichen Primärerzeugung und im Fischereisektor, die gemäß dem vorliegenden Erlass über das IT-Instrument der Europäischen Kommission gewährt werden, und zwar innerhalb von zwölf Monaten nach dem Datum der Beihilfegewährung.

Die Verwaltung bewahrt alle Informationen, die erforderlich sind, um festzustellen, dass die erforderlichen Voraussetzungen erfüllt worden sind, während eines Zeitraums von zehn Jahren ab der Gewährung der Beihilfe und während der zur Verwaltung von Streitsachen notwendigen Zeit auf. Die Verwaltung übermittelt diese Informationen der Europäischen Kommission, wenn letztere sie verlangt.

Art. 20 - § 1. Die Verwaltung ist für die Verarbeitung der personenbezogenen Daten verantwortlich, die zum Zweck der Gewährung und der Kontrolle der Einhaltung der Bedingungen für die im Rahmen der Durchführung des vorliegenden Erlasses vorgesehene Beihilfe verarbeitet werden. Sie führt diese Verarbeitungen aufgrund der ihr zugewiesenen Aufgabe des öffentlichen Dienstes durch.

Die personenbezogenen Daten werden von der Verwaltung auf der Internetplattform zentralisiert. Die Modalitäten für den Zugriff auf diese Daten werden in dem auf der Plattform befindlichen Hilfeformular erläutert.

§ 2. Für die personenbezogenen Daten, die sie im Rahmen der Ausführung des vorliegenden Erlasses verarbeitet, handelt die in Artikel 1 des Dekrets vom 19. Oktober 2022 über regionale Gesellschaften für Wirtschaftsentwicklung und über spezialisierte Gesellschaften genannte Gesellschaft als Auftragsverarbeiter der Verwaltung im Sinne der Verordnung des Artikels 4 Ziffer 8 der vorgenannten Verordnung.

Die Verwaltung schließt mit dem Unternehmen eine Vereinbarung, in der ihre Verpflichtungen hinsichtlich der Verarbeitung personenbezogener Daten und hinsichtlich des Schutzes dieser Daten festgelegt werden.

Art. 21 - Der in Artikel 16 genannte Bedienstete der Stufe A kann vor und bis zu fünf Jahre nach der Zahlung der Beihilfe auf der Grundlage der Verwaltungsdaten und der Buchführung des Unternehmens unter anderem die Richtigkeit des Betriebsergebnisses, des Betriebsverlustes und der Energiekosten überprüfen, die vom Unternehmen angegeben wurden. Er prüft den Beihilfeantrag anhand der Angaben des Betriebsrevisors oder des vom Unternehmen beauftragten externen zertifizierten Buchprüfers, aber auch anhand der Daten und Unterlagen, zu denen er Zugang hat oder die ihm zur Verfügung stehen.

Art. 22 - § 1. Allein durch die Einreichung des Antrags ermächtigt das Unternehmen die Verwaltung, die Einhaltung der Bedingungen der Beihilfe zu kontrollieren.

Die in Absatz 1 genannte Kontrolle in Anwendung des vorliegenden Dekrets und seiner Ausführungsmaßnahmen erfolgt in Übereinstimmung mit den Bestimmungen des Dekrets vom 28. Februar 2019 über die Kontrolle der Gesetzes- und Verordnungsvorschriften in Bezug auf die Wirtschafts- und Beschäftigungspolitik und die wissenschaftliche Forschung sowie über die Einführung von administrativen Geldbußen bei Verstößen gegen diese Gesetzes- und Verordnungsvorschriften.

§ 2. Außer in Fällen höherer Gewalt oder unter außergewöhnlichen Umständen führt jede Verweigerung der Kontrolle oder deren Behinderung durch das Unternehmen von Rechts wegen zum Verlust der Beihilfe gemäß Artikel 61 Ziffer 5 Buchstabe c des Dekrets vom 15. Dezember 2011 zur Organisation des Haushaltsplans, der Buchführung und der Berichterstattung der wallonischen öffentlichen Verwaltungseinheiten.

Stellt sich nach Abschluss der Kontrollen heraus, dass Beträge zu Unrecht gezahlt wurden oder dass die durch den vorliegenden Erlass auferlegten Bedingungen nicht eingehalten wurden, treibt die Verwaltung diese Beträge ein, gegebenenfalls durch Aufrechnung.

KAPITEL IV — Schlussbestimmungen

Art. 23 - Der vorliegende Erlass tritt am Tag nach dem Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Art. 24 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Wirtschaft gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 5. April 2023.

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

E. DI RUPO

Der Minister für Wirtschaft, Außenhandel, Forschung und Innovation, digitale Technologien, Raumordnung, Landwirtschaft, das IFAPME und die Kompetenzzentren

W. BORSUS

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2023/44842]

5 APRIL 2023. — Besluit van de Waalse Regering genomen ter uitvoering van het decreet van 19 oktober 2022 tot uitvoering van steunmaatregelen voor ondernemingen in het kader van de energiecrisis voor wat betreft het derde kwartaal 2022

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 19 oktober 2022 tot uitvoering van steunmaatregelen voor ondernemingen in het kader van de energiecrisis, inzonderheid op artikel 1, § 1, eerste lid;

Gelet op het decreet van 19 oktober 2022 betreffende de gewestelijke maatschappijen voor economische ontwikkeling en de gespecialiseerde maatschappijen, inzonderheid op artikel 4, § 2, eerste lid;

Gelet op het rapport van 6 maart 2023, opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen ;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 7 maart 2023;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 17 maart 2023;

Gelet op het verzoek om advies binnen een termijn van 5 dagen, gericht aan de Raad van State op 18 maart 2019, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het uitblijven van advies binnen deze termijn;

Gelet op artikel 84, § 4, tweede lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973,

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de ondernemingen geconfronteerd worden met een uitzonderlijk hoge stijging van de aardgas- en elektriciteitsprijzen als gevolg van de Russische agressie tegen Oekraïne;

Overwegende dat er dringend behoefte is aan steun zodat deze ondernemingen kunnen blijven functioneren;

Overwegende dat de Waalse Regering het noodzakelijk acht om op zeer korte termijn steunmaatregelen voor de betrokken ondernemingen te nemen teneinde de continuïteit van deze ondernemingen te waarborgen;

Overwegende dat de overheid, geconfronteerd met een dergelijke situatie, zich voorbeeldig, snel en efficiënt moet opstellen. Haar voornaamste taak is de tenuitvoerlegging van solidariteitsmechanismen, die tot gevolg hebben dat de ondernemingen worden gesteund;

Overwegende dat de in dit besluit vervatte maatregelen een noodzakelijke, passende, evenredige en gerichte oplossing vormen om deze ernstige verstoring van de economie op te heffen;

Overwegende dat dit besluit dringend door de Regering moet worden aangenomen zodat het juridische arsenaal dat steun toestaat volledig kan worden toegepast;

Overwegende dat de ondernemingen de negatieve gevolgen van de stijging van de energieprijzen ondervinden en dat het derhalve noodzakelijk is hen zo spoedig mogelijk na de bekendmaking van dit besluit te kunnen helpen;

Overwegende dat deze opmerkingen volstaan om te rechtvaardigen dat de termijn waarbinnen de afdeling Wetgeving van de Raad van State advies moet uitbrengen, tot vijf dagen wordt verkort;

Overwegende dat dit des te meer het geval is omdat deze verkorting van de termijn tot gevolg kan hebben dat de betalingen uit hoofde van het besluit worden vervroegd en het in het belang is van alle begunstigden dat zij zo spoedig mogelijk over de middelen kunnen beschikken;

Gelet op de mededeling van de Europese Commissie van 9 november 2022 (2022/C 426/01) van 9 november 2022 – “Tijdelijk crisiskader voor staatssteunmaatregelen ter ondersteuning van de economie na de Russische agressie tegen Oekraïne”;

Overwegende dat dit besluit pas van toepassing is na goedkeuring door de Europese Commissie overeenkomstig de bovengenoemde mededeling van de Commissie van 9 november 2022;

Op de voordracht van de Minister van Economie;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Toepassingsgebied en begripsomschrijvingen

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit dient te worden verstaan onder:

1° het decreet van 19 oktober 2022: het decreet van 19 oktober 2022 tot uitvoering van steunmaatregelen voor ondernemingen in het kader van de energiecrisis;

2° de Minister: de Minister bevoegd voor Economie;

3° de Administratie: de Waalse Overheidsdienst Economie, Tewerkstelling en Onderzoek;

4° het webplatform: de speciaal voor het beheer van de krachtens dit besluit en het decreet van 19 oktober 2022 toegekende steunaanvragen gecreëerde webtoepassing;

5° het tijdelijk kader: de mededeling van de Europese Commissie van 9 november 2022 (2022/C 426/01) van 9 november 2022 – “Tijdelijk crisiskader voor staatssteunmaatregelen ter ondersteuning van de economie na de Russische agressie tegen Oekraïne”;

6° de onderneming: de zeer kleine, kleine of middelgrote onderneming alsook de vereniging zonder winstoogmerk, bedoeld in artikel 1, § 1, tweede lid, van het decreet van 19 oktober 2022;

7° de energie-intensieve onderneming: de onderneming bedoeld in artikel 1, § 1, tweede lid, van het decreet van 19 oktober 2022, waarvan de energie-uitgaven ten minste 3 procent van de productiewaarde of de omzet bedragen, op basis van de gegevens van de jaarrekening van het kalenderjaar 2021;

8° de energie-uitgaven: de kosten in verband met de aankoop van energieproducten (met inbegrip van andere energieproducten dan aardgas en elektriciteit), met uitzondering van belasting over de toegevoegde waarde;

9° de energieaudit: de globale energieaudit in de zin van de laatste herziening van het besluit van de Waalse Regering van 27 februari 2014 tot toekenning van toelagen aan de ondernemingen en aan de representatieve organisaties van ondernemingen ter verbetering van de energie-efficiëntie en ter bevordering van een rationeel energiegebruik in de privé-sector (AMURE) of de energieaudit in de zin van het besluit van de Waalse Regering van 13 oktober 2022 betreffende de toekenning van subsidies aan publiekrechtelijke personen en niet-commerciële instellingen voor de uitvoering van studies en werken voor de verbetering van de energieprestatie en het rationeel energiegebruik in de gebouwen (“UREBA besluit”) of een jaarlijkse opvolgingsaudit voor wat betreft de ondernemingen die deel uitmaken van een brancheovereenkomst op basis van de energieverbruiksgegevens voorafgaand aan het jaar waarin de steun wordt verleend, zoals gedefinieerd in de laatste herziening van het bovengenoemde besluit van de Waalse Regering van 27 februari 2014;

10° de in aanmerking komende periode: de periode van 1 juli 2022 tot en met 30 september 2022;

11° de referentieperiode: de periode van 1 januari 2021 tot en met 31 december 2021;

12° het bedrijfsresultaat: het positieve resultaat vóór aftrek van rente, belastingen, afschrijvingen en waardeverminderingen, exclusief eenmalige waardeverminderingen (“EBITDA”);

13° het bedrijfsverlies: het negatieve resultaat vóór aftrek van rente, belastingen, afschrijvingen en waardeverminderingen, exclusief eenmalige waardeverminderingen (“EBITDA”);

14° de productiewaarde: omzet gecorrigeerd voor de voorraadwijziging (hetzij gereed product, hetzij onderhanden werk en goederen of diensten aangekocht voor wederverkoop), verminderd met aankopen van goederen en diensten voor wederverkoop, vermeerderd met de geactiveerde productie en met overige bedrijfsopbrengsten (met uitzondering van subsidies). De waarde van de productiewaarde omvat niet de baten en lasten die in de bedrijfsrekeningen zijn opgenomen onder de rubrieken “financiële baten/lasten” en “buitengewone baten/lasten”.

Art. 2. Dit besluit is bedoeld om de uitzonderlijk sterke stijging van de energie-uitgaven ten gevolge van de Russische agressie tegen Oekraïne, die door artikel 1, § 1, van het decreet van 19 oktober 2022 als een ernstige verstoring van de Belgische economie wordt erkend, te helpen opvangen.

Voor de krachtens dit besluit verleende steun gelden de beperkingen en voorwaarden van de het tijdelijke kader.

HOOFDSTUK II. — Voorwaarden voor de toekenning van de tijdelijke steun

Afdeling 1. — Algemene bepalingen

Art. 3. Een onderneming komt alleen in aanmerking voor steun indien :

1° ze tijdens de referentieperiode ten minste 7.500 euro aan energie-uitgaven heeft gerealiseerd;

2° ze geen beroep heeft gedaan op tijdelijke werkloosheid, voor het personeel dat op 1 juli 2022 bij de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid is ingeschreven, voor meer dan 35 procent van de contractuele dagen die tijdens de in aanmerking komende periode door loon hadden moeten worden gedekt. De volgende redenen voor tijdelijke werkloosheid worden bij de berekening niet in aanmerking genomen: medische overmacht, slecht weer, technisch ongeval, collectieve sluiting voor jaarlijkse vakantie of compenserende rust, staking of lock-out;

3° ze geen dividenden betaalt in het jaar waarin zij de steun ontvangt;

4° de toegekende steun niet wordt gewaardeerd in het kader van de uitkering van enig dividend met betrekking tot het boekjaar waarin de steun wordt verleend.

In afwijking van het eerste lid, 1°, heeft de onderneming, opgericht tussen 1 januari 2021 en 30 juni 2021, tussen haar oprichtingsdatum en 31 december 2021 minstens gemiddeld 625 euro energie-uitgaven per maand gerealiseerd.

In afwijking van het eerste lid, 1°, heeft de onderneming, opgericht tussen 1 juli 2021 en 30 juni 2022, tussen haar oprichtingsdatum en 31 december 2022 minstens gemiddeld 1.250 euro energie-uitgaven per maand gerealiseerd.

In afwijking van het eerste lid, 1°, heeft de onderneming die getroffen is door de overstromingen die hebben plaatsgevonden van 14 tot 16 juli 2021 en op 24 juli 2021 en die erkend zijn als openbare natuurramp en die dit bewijst met het attest van tussenkomst van een verzekeringsmaatschappij of met het Excel-dossier van de gewestelijke dienst rampenbestrijding, ingevuld door een deskundige, in het eerste semester van 2021 minstens 3.750 euro aan energiekosten gerealiseerd.

In afwijking van het eerste lid, 1°, heeft de onderneming die op grond van beslissingen in verband met de gezondheids crisis COVID-19 in de loop van 2021 moet sluiten, in de tweede helft van 2021 ten minste 3.750 euro aan energie-uitgaven gerealiseerd.

In afwijking van het eerste lid, 1°, wordt de voorwaarde met betrekking tot het minimum van 7.500 euro energie-uitgaven, voor ondernemingen die in de loop van 2021 verplicht zijn gesloten op grond van beslissingen in verband met de gezondheidscrisis COVID-19 en die getroffen zijn door de overstromingen van 14 tot en met 16 juli 2021 en op 24 juli 2021 en die erkend zijn als openbare natuurramp en dit bewijzen met het attest van tussenkomst van een verzekeringsmaatschappij of met het Excel-dossier van de gewestelijke dienst rampenbestrijding, ingevuld door een deskundige, en voor discotheken (NACE-code BEL 56.302) die verplicht worden gesloten op basis van beslissingen in verband met de gezondheidscrisis COVID-19, geverifieerd op basis van een maandelijkse termijnfactuur voor 2021, vermenigvuldigd met 12.

De in lid 1, 2°, bedoelde voorwaarde geldt niet voor zeer kleine ondernemingen.

Art. 4. De krachtens dit besluit verleende steun is *intuitu personae* en kan niet aan een derde worden overgedragen.

De steun wordt slechts eenmaal per onderneming toegekend voor de in aanmerking komende periode en houdt rekening met al haar vestigingen in het Waalse Gewest.

Art. 5. De uit hoofde van afdeling 2 aan de onderneming verleende steun mag niet worden gecumuleerd met steun uit hoofde van afdeling 3.

Art. 6. Het bedrijfsresultaat of verlies, de energiekosten en de bewijsstukken ter bepaling van de in aanmerking komende kosten worden bevestigd door de externe gecertificeerde bedrijfsrevisor of accountant.

Art. 7. Voor steun mag niet in aanmerking komen, de onderneming die:

1° die in staat van faillissement, ontbinding of liquidatie verkeert;

2° die in moeilijkheden is in de zin van punt 20 van de richtlijnen betreffende de staatssteun voor de redding en de herstructurering van ondernemingen in moeilijkheden, met uitzondering van financiële instellingen (PB 2014/C 249/01);

3° die in aanmerking komt voor een procedure van gerechtelijke reorganisatie zoals bedoeld in Titel V van Boek XX van het Wetboek van economisch recht;

4° waarvan de hoofdactiviteit bestaat in de productie, het vervoer en de distributie van elektriciteit of gasvormige brandstoffen (NACE-codes BEL 2008, 35.1 of 35.2) of waarvan de hoofdactiviteit van de internationale groep waartoe de onderneming behoort, verband houdt met energieproductie;

5° waarop door de Europese Unie sancties van toepassing zijn in verband met de Russische agressie tegen Oekraïne, waaronder :

a) de onderneming die is aangewezen in de rechtshandelingen tot vaststelling van deze sancties;

b) de onderneming die onder zeggenschap staat van of eigendom is van personen, entiteiten of lichamen waarop EU-sancties van toepassing zijn, zoals gedefinieerd in het tijdelijke kader;

c) de onderneming die actief is in sectoren waarop EU-sancties van toepassing zijn, voor zover de steun de doelstellingen van die sancties zou ondermijnen.

Art. 8. De begroting voor deze steun bedraagt 87,5 miljoen euro. Dit budget kan tot maximaal 75 procent worden verhoogd. Indien de beschikbare kredieten worden overschreden, wordt het beschikbare budget na toepassing van de in de artikelen 11 en 14 bedoelde steunpercentages en maxima pro rata aan de begunstigde ondernemingen uitbetaald.

Afdeling 2. — Tijdelijke steun van beperkte omvang

Art. 9. De bepalingen van deze afdeling zijn onderworpen aan de toepassing van afdeling 2.1 van de tijdelijke kaderregeling.

Art. 10. Deze afdeling is beperkt tot de onderneming die voldoet aan de definitie van een zeer kleine, kleine of middelgrote onderneming, alsook de vereniging zonder winstoogmerk, bedoeld in artikel 1, § 1, tweede lid, 1° en 3°, van het decreet van 19 oktober 2022.

Art. 11. De in aanmerking komende kosten zijn het product van het aantal eenheden aardgas en elektriciteit die de onderneming als eindgebruiker tijdens de in aanmerking komende periode bij externe leveranciers heeft gekocht, en een verhoging van de door de onderneming betaalde prijs per verbruikte eenheid, die wordt berekend als het verschil tussen de gemiddelde eenheidsprijs die de onderneming tijdens de in aanmerking komende periode heeft betaald en het dubbele, namelijk 100 procent van de gemiddelde eenheidsprijs die de onderneming tijdens de referentieperiode heeft betaald. De door de onderneming betaalde prijs kan worden bepaald aan de hand van een gemiddelde referentieprijs.

In afwijking van lid 1 worden de in aanmerking komende kosten, voor een tussen 1 juli 2021 en 30 juni 2022 opgerichte onderneming, berekend op basis van het jaarlijkse verbruiksvolume dat in aanmerking wordt genomen voor de bepaling van het bedrag van de voorschotfactuur, vermenigvuldigd met de gemiddelde energieprijs tijdens de referentieperiode en gedeeld door 4.

In afwijking van lid 1 kunnen de in aanmerking komende kosten, voor ondernemingen die getroffen zijn door de overstromingen van 16 juli 2021 en 24 juli 2021 die erkend zijn als natuurramp en die dit kunnen aantonen door middel van een tussenkomstcertificaat van een verzekeringsmaatschappij of het door een deskundige ingevulde Excel-bestand van de Gewestelijke dienst rampenbestrijding, en voor discotheken (NACE-code BEL 56.302) die verplicht worden afgesloten op basis van besluiten in verband met de gezondheidscrisis COVID-19, berekend worden op basis van het jaarlijkse verbruiksvolume dat in aanmerking wordt genomen om het bedrag van de voorschotfactuur te bepalen, vermenigvuldigd met de gemiddelde energieprijs tijdens de referentieperiode en gedeeld door 4.

Art. 12. § 1. Overeenkomstig de door de Minister vastgestelde modaliteiten wordt steun verleend aan de onderneming die in de volgende categorieën valt:

1° een onderneming die tijdens de in aanmerking komende periode een exploitatieverlies of een daling van haar bedrijfsresultaat aantoonde ten opzichte van dezelfde periode tijdens de referentieperiode, op voorwaarde dat zij zich op haar eer verbindt om binnen de drie jaar na de toekenning van de steun een energieaudit te laten uitvoeren, tenzij zij een energieaudit laat uitvoeren na 1 januari 2019;

2° een onderneming die zich bezighoudt met primaire landbouwproductie en een onderneming uit de sector visserij en aquacultuur die tijdens de in aanmerking komende periode een bedrijfsverlies of een vermindering van haar bedrijfsresultaat ten opzichte van dezelfde periode tijdens de referentieperiode aantoonde, op voorwaarde dat zij zich op haar eer verbindt om binnen drie jaar na de toekenning van de steun een energieaudit te laten uitvoeren, tenzij zij na 1 januari 2019 een energieaudit laat uitvoeren.

In afwijking van lid 1 moet een tussen 1 juli 2021 en 30 juni 2022 opgerichte onderneming alleen in het derde kwartaal van het jaar 2022 een exploitatieverlies aantonen.

In afwijking van lid 1 moet de onderneming die is getroffen door de overstromingen van 14 tot en met 16 juli 2021 en op 24 juli 2021 die als openbare natuurramp zijn erkend, en die dit aantoonde aan de hand van het tussenkomstcertificaat van een verzekeringsmaatschappij of het door een deskundige ingevulde Excel-dossier van de Gewestelijke dienst rampenbestrijding, in de in aanmerking komende periode geen bedrijfsverlies of daling van het bedrijfsresultaat ten opzichte van dezelfde periode in de referentieperiode aantonen.

§ 2. Voor de onderneming die beantwoordt aan de definitie van kleine en middelgrote onderneming bedoeld in artikel 1, § 1, tweede lid, 1° en 3° van het decreet van 19 oktober 2022, komt het steunbedrag bedoeld in § 1, eerste lid, 1°, overeen met 30 procent van de in aanmerking komende kosten, met een maximaal totaal steunbedrag per onderneming van 500.000 euro (brutobedrag, vóór belastingen of andere heffingen).

De steun wordt uiterlijk op 31 december 2023 verleend.

§ 3. Voor de onderneming die beantwoordt aan de definitie van zeer kleine onderneming bedoeld in artikel 1, § 1, tweede lid, 1° en 3° van het decreet van 19 oktober 2022, komt het steunbedrag bedoeld in § 1, eerste lid, 1°, overeen met 40 procent van de in aanmerking komende kosten, met een maximaal totaal steunbedrag per onderneming van 500.000 euro (brutobedrag, vóór belastingen of andere heffingen).

De steun wordt uiterlijk op 31 december 2023 verleend.

§ 4. Voor de onderneming die beantwoordt aan de definitie van kleine en middelgrote onderneming bedoeld in artikel 1, § 1, tweede lid, 1° en 3°, van het decreet van 19 oktober 2022, komt het steunbedrag bedoeld in § 1, eerste lid, 2°, overeen met 30 procent van de in aanmerking komende kosten, met een maximaal totaal steunbedrag per onderneming die zich bezighoudt met primaire landbouwproductie van 300.000 euro (brutobedrag, vóór belastingen of andere heffingen).

De steun wordt uiterlijk op 31 december 2023 verleend.

§ 5. Voor de onderneming die beantwoordt aan de definitie van zeer kleine en middelgrote onderneming bedoeld in artikel 1, § 1, tweede lid, 1° en 3°, van het decreet van 19 oktober 2022, komt het steunbedrag bedoeld in § 1, eerste lid, 2°, overeen met 40 procent van de in aanmerking komende kosten, met een maximaal totaal steunbedrag per onderneming in de primaire landbouwproductie van 250.000 euro en een maximaal totaal steunbedrag per onderneming in de visserij- en aquacultuursector van 300.000 euro (brutobedrag, vóór belastingen of andere heffingen).

De steun wordt uiterlijk op 31 december 2023 verleend.

§ 6. Wanneer een onderneming onder het toepassingsgebied van § 1, eerste lid, 1° en 2° valt, moet het maximumbedrag van de toepasselijke steun voor elk van deze twee activiteiten in acht worden genomen en mag het totale maximumbedrag van de steun per onderneming niet meer bedragen dan 500.000 euro (brutobedrag, vóór belastingen of andere heffingen).

§ 7. Wanneer een onderneming onder het toepassingsgebied van § 1, eerste lid, 2°, valt en uitsluitend actief is in de primaire landbouwproductie en in de sector visserij en aquacultuur, mag het totale steunbedrag niet meer bedragen dan 300.000 euro (brutobedrag, vóór belastingen of andere heffingen).

§ 8. De Minister kan bepalen welke bewijsstukken de onderneming naast de in artikel 15 bedoelde bewijsstukken moet verstrekken om het in dit artikel bedoelde exploitatieverlies of de vermindering van het bedrijfsresultaat aan te tonen.

§ 9. In geval van fusie van vennootschappen, van inbreng van algemeenheid of van een bedrijfstaking als bedoeld in Boek XII van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen wordt voor de berekening van het bedrijfsverlies bedoeld in § 1, eerste lid, 2°, geen rekening gehouden met het bedrijfsresultaat van de overgenomen vennootschap.

Afdeling 3. — Tijdelijke steun voor energie-intensieve ondernemingen

Art. 13. De bepalingen van deze afdeling zijn onderworpen aan de toepassing van afdeling 2.4 van de tijdelijke kaderregeling.

Art. 14. De in aanmerking komende kosten zijn het product van het aantal eenheden aardgas en elektriciteit die de onderneming als eindgebruiker tijdens de in aanmerking komende periode bij externe leveranciers heeft gekocht, en een verhoging van de door de onderneming betaalde prijs per verbruikte eenheid, die wordt berekend als het verschil tussen de gemiddelde eenheidsprijs die de onderneming tijdens de in aanmerking komende periode heeft betaald en 150 procent van de gemiddelde eenheidsprijs die de onderneming tijdens de referentieperiode heeft betaald.

Vanaf 1 september 2022 mag de hoeveelheid aardgas en elektriciteit die wordt gebruikt om de in aanmerking komende kosten te berekenen, niet meer bedragen dan 70 procent van het verbruik van de onderneming voor dezelfde periode in 2021.

Art. 15. § 1. Overeenkomstig de door de Minister vastgestelde modaliteiten wordt steun verleend aan de onderneming die in de volgende categorieën valt:

1° de energie-intensieve onderneming die tijdens de in aanmerking komende periode een exploitatieverlies of een daling van haar bedrijfsresultaat met ten minste 40% tijdens de in aanmerking komende periode aantoot in vergelijking met dezelfde periode tijdens de referentieperiode;

2° de energie-intensieve onderneming dit behoort tot de in bijlage I bij de tijdelijke kaderregeling opgenomen sectoren en subsectoren die bijzonder getroffen zijn, en die tijdens de in aanmerking komende periode een exploitatieverlies of een vermindering van het bedrijfsresultaat met ten minste 40% tijdens de in aanmerking komende periode in vergelijking met dezelfde periode van de referentieperiode aantoot.

Een onderneming wordt geacht actief te zijn in een in bijlage I bij de tijdelijke kaderregeling opgenomen sector of subsector, overeenkomstig haar indeling in de nationale sectorrekeningen, of indien een of meerdere van haar in bijlage I bij de tijdelijke kaderregeling opgenomen activiteiten in 2021 meer dan 50% van haar omzet of productiewaarde genereerden.

§ 2. Het in § 1 bedoelde steunbedrag is :

1° voor de onderneming bedoeld in § 1, 1°, 30 procent van de in aanmerking komende kosten, met een maximaal totaal steunbedrag per onderneming van 4.000.000 euro;

2° voor de onderneming bedoeld in § 1, 1°, 35 procent van de in aanmerking komende kosten, met een maximaal totaal steunbedrag per onderneming van 7.500.000 euro.

De steun wordt uiterlijk op 31 december 2023 verleend.

§ 3. Het bedrijfsresultaat van de onderneming over de in aanmerking komende periode, met inbegrip van de totale steun, mag niet meer bedragen dan 70% van het bedrijfsresultaat over dezelfde periode in de referentieperiode. In gevallen waarin de onderneming over dezelfde periode in de referentieperiode een exploitatieverlies lijdt, mag de steun niet leiden tot een stijging van het bedrijfsresultaat over de in aanmerking komende periode met meer dan 0 %.

§ 4. De Minister kan bepalen welke bewijsstukken de onderneming naast de in artikel 15 bedoelde bewijsstukken moet verstrekken om het exploitatieverlies of de in aanmerking komende kosten bedoeld in dit artikel aan te tonen.

§ 5. In geval van fusie van vennootschappen, van inbreng van algemeenheid of van een bedrijfstak als bedoeld in Boek XII van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen wordt voor de berekening van het bedrijfsverlies of van de in aanmerking komende kosten bedoeld in § 1, eerste lid, 2°, geen rekening gehouden met het bedrijfsresultaat of van de in aanmerking komende kosten van de overgenomen vennootschap.

HOOFDSTUK III. — *Behandeling van de steunaanvraag*

Afdeling 1. — Indiening van de aanvraag

Art. 16. Volgens de modaliteiten bepaald door de Minister dient de bedrijfsexterne, gecertificeerde bedrijfsrevisor of accountant, gemandateerd door de onderneming, zijn steunaanvraag bij de administratie in via een formulier op het webplatform. De termijn voor het indienen van de steunaanvraag is vastgesteld op het webplatform.

Bij de indiening van het dossier op het webplatform verstrekt de bedrijfsexterne, gecertificeerde bedrijfsrevisor of accountant, gemandateerd door de onderneming, volgende informatie:

1° het ondernemingsnummer van de in aanmerking komende onderneming en een elektronisch contactadres;

2° het mandaat waarbij de opdracht van de bedrijfsexterne, gecertificeerde bedrijfsrevisor of accountant bevestigd wordt;

3° het bankrekeningnummer van de onderneming;

4° de documenten waarmee kan worden aangetoond dat de voorwaarden bedoeld in artikel 11, § 1, en in artikel 14, § 1, vervuld zijn;

5° een verslag van de feitenvaststellingen, opgemaakt door een bedrijfsexterne, gecertificeerde bedrijfsrevisor of accountant, dat de steunaanvraag staft;

6° een verklaring op erewoord, te vervolledigen op het webplatform, waaruit blijkt dat de voorwaarden van de artikelen 3 en 7 vervuld zijn;

7° een verklaring op erewoord van de wettelijke verantwoordelijke van de onderneming, te vervolledigen op het webplatform waaruit blijkt dat ze aan de wettelijke bepalingen die de uitoefening van haar activiteit regelen en aan fiscale, sociale en milieuwetgevingen en - reglementeringen voldoet of die zich ertoe verbindt daaraan te voldoen binnen de door de bevoegde administratie bepaalde termijnen.

De Administratie kan gebruik maken van de databanken die authentieke bronnen vormen om alle gegevens te verkrijgen die nodig zijn voor het onderzoek van het dossier. De gegevens kunnen de volgende zijn :

1° de benaming van de onderneming ;

2° de gegevens van de gemachtigde;

3° de identiteit van de wettelijke vertegenwoordiger van de steungerechtigde;

4° het adres van de zetel van de onderneming;

5° het ondernemingsnummer van de onderneming;

6° de bankrekening van de onderneming;

7° de fiscale en sociale gegevens van de onderneming.

Bij de indiening van de steunaanvraag machtigt de onderneming de administratie ertoe de gegevens vermeld in lid 1 op te vragen bij de federale of Waalse gegevensbronnen, bij de netbeheerders of hun energieleveranciers.

De steunaanvraag wordt elektronisch behandeld.

De onderneming wordt via het webplatform en via een elektronisch bericht ingelicht over de indiening en de ontvangst in goede orde van haar steunaanvraag.

In voorkomend geval wordt ieder nodig document voor de verdere invulling van de aanvraag via het webplatform en een elektronisch bericht van de onderneming gevraagd. Indien de onderneming deze documenten niet binnen dertig dagen na ontvangst van het verzoek om aanvullende informatie toezendt, wordt de steunaanvraag zonder gevolg afgesloten.

Afdeling 2. — Kennisgeving van de beslissingen met betrekking tot de steun, de controle, de berekening en de betaling van de steun

Art. 17. De beslissing over de toekenning, de betaling, de controle en invordering van de steun wordt genomen door elk personeelslid van niveau A zoals omschreven in het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode, die door de directeur-generaal van de Administratie wordt aangewezen.

Op grond van de ingezamelde informatie als bedoeld in artikel 15 wordt de aanvankelijke behandeling van de aanvraag uitgevoerd door de Maatschappij bedoeld in artikel 1 van het decreet van 19 oktober 2022 betreffende de gewestelijke maatschappijen voor economische ontwikkeling en de gespecialiseerde maatschappijen, belast met de ontvankelijkheid en de validering van de aanvraag evenals met de vaststelling van een voorstel tot beslissing voor de administratie. Zij stuurt haar besluitvoorstel via het webplatform naar de administratie.

Art. 18. Nadat de verantwoordingsstukken zijn nagekeken en onder het voorbehoud dat de onderneming de voorwaarden bepaald bij het decreet van 19 oktober 2022 en bij dit besluit in acht heeft genomen, wordt de onderneming via het webplatform in kennis gesteld van de beslissing.

Bij een gunstige beslissing in verband met de steun als bedoeld in artikel 11 of artikel 14, wordt in de beslissing nader bepaald dat de steun wordt toegekend overeenkomstig het tijdelijk kader.

De steun wordt enkel op een commerciële bankrekening met een Belgisch nummer in naam van de onderneming gestort. De onderneming blijft verantwoordelijk voor de inachtneming van de voorwaarden waarin de steun wordt toegekend en zij is ertoe verplicht, verantwoording af te leggen voor het gebruik ervan.

De storting van de steun wordt gemachtigd door een externe uitvoerder overeenkomstig artikel 1, § 3, van het decreet van 19 oktober 2022.

Art. 19. De administratie maakt binnen de twaalf maanden volgend op de datum van toekenning van de steun de relevante informatie bekend, opgesomd in bijlage III bij Verordening (EU) nr. 651/2014 van de Commissie van 17 juni 2014 waarbij bepaalde categorieën steun op grond van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag met de interne markt verenigbaar worden verklaard en van verordening (EU) nr. 702/2014 van de Commissie van 25 juni 2014 waarbij bepaalde categorieën steun in de landbouw- en de bosbouwsector en in plattelandsgebieden op grond van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie met de interne markt verenigbaar worden verklaard en in bijlage III bij Verordening (EU) nr. 702/2014 van de Commissie betreffende elke vorm van steun hoger dan 100.000 euro of dan 10.000 euro in de primaire landbouwsector en in de sector van de visvangst, toegekend krachtens dit besluit via de softwaretool van de Europese Commissie.

De Administratie bewaart alle gegevens die nodig zijn om vast te stellen of aan de gestelde voorwaarden is voldaan, gedurende een periode van tien jaar te rekenen van de toekenning van de betrokken steun en voor de duur nodig voor het beheer van de betwisting ervan. De Administratie geeft deze informatie door aan de Europese Commissie als deze daarom verzoekt.

Art. 20. § 1. De Administratie is verantwoordelijk voor de verwerking van persoonsgegevens, verwerkt voor de toekenning en de controle op de inachtneming van de steunvoorwaarden bepaald in het kader van de uitvoering van dit besluit. Het verwerken door de administratie gebeurt om redenen van de haar toegewezen opdracht van openbare dienst.

De persoonsgegevens worden door de Administratie op het webplatform gecentraliseerd, de nadere toegangsregels voor deze gegevens worden in het op het webplatform aanwezige steunformulier nader bepaald.

§ 2. Voor de persoonsgegevens die zij behandelt in het kader van de uitvoering van dit besluit handelt de Maatschappij bedoeld in artikel 1 van het decreet van 19 oktober 2022 betreffende de gewestelijke maatschappijen voor economische ontwikkeling en de gespecialiseerde maatschappijen in de hoedanigheid van onderaannemer van de administratie in de zin van artikel 4, 8°, van voornoemde verordening.

De Administratie sluit met de Maatschappij een overeenkomst waarin haar verplichtingen worden bepaald inzake de verwerking en de bescherming van persoonsgegevens.

Art. 21. Het personeelslid van niveau A als bedoeld in artikel 16 kan de waarachtigheid onder andere van het exploitatieresultaat, van het exploitatieverlies, van de energie-uitgaven aangegeven door de onderneming op grond van de administratieve gegevens en de rekeningen van de ondernemingen voor en tot vijf jaar na de storting van de steun nagaan. Bedoeld personeelslid onderzoekt de steunaanvraag op grond van de elementen, verstrekt door de bedrijfsexterne, gecertificeerde bedrijfsrevisor of accountant, gemandateerd door de onderneming, maar ook op grond van de gegevens en de documenten waartoe hij toegang heeft of waarover hij beschikt.

Art. 22. § 1. De indiening van haar aanvraag door de onderneming volstaat om de administratie te machtigen om de inachtneming van de steunvoorwaarden te controleren.

De controle bedoeld in lid 1 wordt uitgeoefend overeenkomstig het decreet en de uitvoeringsmaatregelen ervan wordt uitgeoefend van 28 februari 2019 betreffende de controle van de wetgevingen en reglementeringen inzake het economisch beleid, het tewerkstellingsbeleid en het wetenschappelijk onderzoek alsook de invoering van administratieve geldboeten toepasselijk in geval van inbreuk op deze wetgevingen en reglementeringen.

§ 2. Behoudens in de gevallen van overmacht of in buitengewone omstandigheden geeft elke weigering of verhindering van de controle door de onderneming van rechtswege aanleiding tot het verlies van de steun overeenkomstig artikel 61, 5°, c), van het decreet van 15 december 2011 houdende organisatie van de begroting, de boekhouding en de verslaggeving van de Waalse openbare bestuursseenheid.

Als na afloop van de controles blijkt dat er sommen onverschuldigd zijn gestort of dat de voorwaarden opgelegd bij dit besluit niet in acht zijn genomen, gaat de administratie over tot de invordering van deze sommen, in voorkomend geval via compensatie.

HOOFDSTUK IV. — *Slotbepalingen*

Art. 23. Dit besluit treedt in werking op de dag volgend op de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 24. De Minister bevoegd voor economie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 5 april 2023.

Voor de Regering:

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,
W. BORSUS

**DEUTSCHSPRACHIGE GEMEINSCHAFT
COMMUNAUTE GERMANOPHONE — DUITSTALIGE GEMEENSCHAP**

MINISTERIUM DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT

[2023/203377]

28. MÄRZ 2023 — Erlass der Regierung zur Abänderung des Erlasses der Regierung vom 31. Oktober 2019 zur Bestellung der Mitglieder des Medienrates der Deutschsprachigen Gemeinschaft

Die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft,

Aufgrund des Dekrets vom 1. März 2021 über die Mediendienste und die Kinovorstellungen, Artikel 101 § 2 Absatz 1 und 106 Absatz 1 sowie 156 Absatz 6;

Aufgrund des Erlasses der Regierung vom 31. Oktober 2019 zur Bestellung der Mitglieder des Medienrates der Deutschsprachigen Gemeinschaft;

In der Erwägung, dass Herr Dr. François Jongen vom 31. Oktober 2019 bis zu seinem Rücktritt am 25. August 2020 Mitglied der Beschlusskammer des Medienrates der Deutschsprachigen Gemeinschaft war;

In der Erwägung, dass Herr Dr. François Jongen seine fristgerechte Bewerbung für die am 8. November 2022 im *Belgischen Staatblatt* erfolgte Ausschreibung zur Besetzung eines Mandats als Mitglied im Medienrat der Deutschsprachigen Gemeinschaft eingereicht hat;

Auf Vorschlag des Ministers für Medien

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - In Artikel 1 des Erlasses der Regierung vom 31. Oktober 2019 zur Bestellung der Mitglieder des Medienrates der Deutschsprachigen Gemeinschaft wird die Wortfolge "der Beschlusskammer" gestrichen.

Art. 2 - In Artikel 2 desselben Erlasses wird die Wortfolge "der Beschlusskammer" gestrichen.

Art. 3 - Die Artikel 3, 4 und 5 desselben Erlasses werden aufgehoben.

Art. 4 - Die gemäß Artikel 1 Nummer 2 desselben Erlasses erfolgte Bestellung ist vom 31. Oktober 2019 bis zum 25. August 2020 und ab dem 15. März 2023 wirksam.

Art. 5 - Die Artikel 1 und 2 treten mit Wirkung vom 12. April 2021 in Kraft.

Art. 6 - Der Minister für Medien wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Eupen, den 28. März 2023

Für die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft:

Der Ministerpräsident,
Minister für lokale Behörden und Finanzen
O. PAASCH

Die Ministerin für Kultur und Sport, Beschäftigung und Medien
I. WEYKMANS

—————
TRADUCTION

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE GERMANOPHONE

[2023/203377]

28 MARS 2023. — Arrêté du Gouvernement modifiant l'arrêté du Gouvernement du 31 octobre 2019 portant désignation des membres du Conseil des médias de la Communauté germanophone

Le Gouvernement de la Communauté germanophone,

Vu le décret du 1^{er} mars 2021 relatif aux services de médias et aux représentations cinématographiques, l'article 101, § 2, alinéa 1^{er}, l'article 106, alinéa 1^{er}, ainsi que l'article 156, alinéa 6;

Vu l'arrêté du Gouvernement du 31 octobre 2019 portant désignation des membres du Conseil des médias de la Communauté germanophone;

Considérant que M. François Jongen a été membre de la chambre décisionnelle du Conseil des médias de la Communauté germanophone du 31 octobre 2019 au 25 août 2020, date de sa démission;